



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2024



REPUBLIQUE DU MALI

Ministère de l'Economie et des Finances

Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

(Élaborée selon les principes et règles édictés par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI parue en 2009)

SECRETARIAT DU COMITE ASSURÉ PAR LA BCEAO

94, Avenue Moussa TRAVELE

BP 206 – Bamako – Mali

Tel. (223) 20 22 37 56

Fax. 223) 20 22 47 86

www.bceao.int

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES.....	3
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	4
AVANT PROPOS	5
RÉSUMÉ	6
INTRODUCTION	8
1. CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE INTERNATIONALE	8
2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE AU MALI	12
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	17
1.1. Balance commerciale.....	20
1.1.1. Exportations de biens	21
1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens	21
1.1.1.2 Composition des exportations de biens	22
1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens	24
1.1.2 Importations de biens	26
1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens	26
1.1.2.2 Composition des importations de biens.....	26
1.1.2.3 Orientation géographique des importations de biens	28
1.2. Balance des services	30
1.2.1 Exportations de services.....	31
1.2.2 Importations de services.....	32
1.3 Compte de revenu primaire.....	33
1.4. Compte de revenu secondaire	34
II. COMPTE DE CAPITAL	37
2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits	38
2.2 Transferts en capital	39
III. COMPTE FINANCIER.....	41
3.1 Investissements directs	42
3.2 Investissements de portefeuille.....	43
3.3 Dérivés financiers.....	43
3.4 Autres investissements.....	43
IV. CAPITAUX MONÉTAIRES	45
4.1 Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale	46
4.2 Actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts.....	46
4.3 Actifs extérieurs nets des Institutions de dépôts	47
V. POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE	49
5.1 Evolution de la position extérieure globale nette.....	50
5.2 Structure géographique de la position extérieure globale	52
5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale.....	53
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	54
ANNEXES	56
Sommaire des annexes.....	57

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins	10
Tableau 2 : Balance des paiements 2024 en termes de transactions (présentation résumée).....	15
Tableau 3 : Balance des paiements 2024 en termes de transactions (optique BCEAO)	16
Tableau 4 : Evolution du compte de transactions courantes	19
Tableau 5 : Evolution du compte de biens.....	20
Tableau 6 : Evolution des exportations de biens	21
Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	21
Tableau 8 : Évolution des exportations.....	23
Tableau 9 : Evolution des importations de biens (en valeur CAF).....	26
Tableau 10 : Évolution des importations (en valeur FOB)	27
Tableau 11 : Balance des services	30
Tableau 12 : Evolution de la balance des services.....	30
Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire	33
Tableau 14 : Évolution du compte de revenu secondaire.....	34
Tableau 15 : Evolution du compte de capital.....	38
Tableau 16 : Évolution du compte financier.....	42
Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	46
Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts	47
Tableau 19 : Evolution des actifs extérieurs nets des Institutions de dépôts	47
Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette	51
Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette	52
Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette	53

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du compte courant	18
Graphique 2 : Structure du compte courant	19
Graphique 3 : Commerce Intrat-UEMOA en 2024.....	20
Graphique 4 : Evolution des exportations de biens	23
Graphique 5 : Destination des exportations	24
Graphique 6 : Structure des exportations vers les autres pays de l'UEMOA.....	25
Graphique 7 : Evolution des importations de marchandises	27
Graphique 8 : Provenance des importations	28
Graphique 9 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA.....	29
Graphique 10: Evolution de la balance des services.....	31
Graphique 11 : Evolution des envois de fonds des travailleurs	35
Graphique 12 : Répartition des dons projets par bailleur et par secteur bénéficiaire.....	39

LISTE DES ENCADRES

Encadré : Présentation des statistiques de balance des paiements	14
--	----

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP	: Administrations publiques
BAD	: Banque Africaine de Développement
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
BCE	: Banque Centrale Européenne
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	: Banque Islamique de Développement
BIDC	: Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
CAF	: Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CMDT	: Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
DGD	: Direction Générale des Douanes
DGDP	: Direction Générale de la Dette Publique
DGCC	: Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence
DNGM	: Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNPd	: Direction Nationale de la Planification du Développement
INSTAT	: Institut National de la Statistique
DNTCP	: Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAB ou FOB	: Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)
FAD	: Fonds Africain de Développement
FED	: Fonds Européen de Développement
FEM	: Fonds pour l'Environnement Mondial
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FSAD	: Fonds de Solidarité Agricole du Delta
FMI	: Fonds Monétaire International
ISBLSM	: Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
MINUSMA	: Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
OMAP	: Office Malien des Produits Pétroliers
PEG	: Position Extérieure Globale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PPTe	: Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	: Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	: Union Monétaire Ouest Africaine
IDA	: Association Internationale de Développement

AVANT PROPOS

L'élaboration de la balance des paiements des Etats membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été confiée à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) aux termes des dispositions du Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) et du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1er octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA. Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

Avec l'adoption par le Fonds Monétaire International de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), la Banque Centrale a procédé à une refonte du dispositif qui vise, d'une part, la confection des comptes extérieurs par la prise en compte des changements introduits par le MBP6 et, d'autre part, l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données.

La sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales, après la parution de la cinquième édition du dit manuel (MBP5). Le Manuel permet aussi de renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des évolutions méthodologiques au cours des années récentes, notamment le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies (SCN-2008), le Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP-2001/2014) et le Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF-2000/2014).

Par ailleurs, le MBP6 met davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6ème édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits.

Les autres révisions relatives au dispositif d'élaboration des comptes extérieurs visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur l'application informatique dédiée à l'élaboration de la balance des paiements. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activités des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, ainsi que des transactions des institutions sous-régionales avec des entités non-résidentes de l'Union.

Le nouveau dispositif prévoit également la collecte simultanée des en-cours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la PEG d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification.



La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes types et des principes d'élaboration.

RÉSUMÉ



En 2024, l'activité économique mondiale a été relativement stable par rapport à 2023, dans un contexte de reprise progressive de la demande intérieure au sein de plusieurs économies avancées. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial s'est établi à 3,3%, identique à celui enregistré en 2023. Cette situation traduit les effets conjugués de l'assouplissement des politiques monétaires et du raffermissement de la demande dans les principales économies développées. L'inflation mondiale a poursuivi sa trajectoire baissière, s'établissant à 5,8% en moyenne annuelle en 2024, contre 6,7% en 2023. Cette évolution reflète principalement la stabilisation des prix

de plusieurs produits alimentaires de base, la détente des cours de l'énergie ainsi que les effets différés du resserrement des politiques monétaires amorcé depuis 2022.

Dans l'UEMOA, l'activité économique est demeurée robuste en 2024, en dépit du ralentissement économique à l'échelle mondiale et de la persistance de fragilités socio-politiques et sécuritaires. Le taux de croissance du PIB réel de l'Union s'est établi à 6,2%, après 5,3% en 2023, contre 3,8% pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. Cette performance a été soutenue principalement par la bonne tenue des secteurs primaire et secondaire, notamment grâce aux productions agricoles et minières. Le taux d'inflation en moyenne annuelle au sein de l'Union s'est établi à 3,5% en 2024, contre 3,7% en 2023, en lien avec la décélération des prix des produits alimentaires et énergétiques.

Au Mali, à l'instar des autres pays de l'Union, l'activité économique a enregistré une progression en 2024, portée principalement par la bonne performance du secteur agricole. Le taux de croissance du PIB réel s'est établi à 5,0%, après 4,7% en 2023. Cette évolution traduit la performance des activités du secteur primaire, soutenue par des conditions climatiques globalement favorables et des initiatives publiques en appui à la production agricole. Le taux d'inflation s'est établi, en moyenne annuelle, à 3,2% en 2024, contre 2,1% en 2023, excédant légèrement la norme communautaire de 3,0% fixée par les critères de convergence de l'UEMOA. Cette hausse s'explique principalement par celle des prix des produits alimentaires et des services de transport.

Au niveau des finances publiques, le déficit global, base engagements et dons compris, s'est amélioré en 2024, en s'établissant à 2,6% du PIB après 3,9% du PIB en 2023.

Les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde, au titre de l'année 2024, se sont traduites par un solde global de la balance des paiements excédentaire de 347,5 milliards¹, résultant d'une diminution des importations, parallèlement à une augmentation des investissements directs étrangers, des emprunts et des crédits commerciaux, après un déficit de 555,3 milliards en 2023. Le compte des transactions courantes a enregistré un déficit de 702,6 milliards en 2024 (4,3% du PIB), en amélioration par rapport à 2023 où il est ressorti à -976,8 milliards (6,5% du PIB). Le solde du compte de capital est ressorti à 131,4 milliards contre 64,8 milliards de FCFA en 2023.

Quant au compte financier, il a enregistré des flux nets de 907,5 milliards de FCFA, après 368,7 milliards de FCFA en 2023, en liaison avec l'évolution des investissements directs et des autres investissements. Les créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents, correspondant au solde global de la balance des paiements plus les autres changements de valeurs, se sont accrues de 339,2 milliards entre 2023 et 2024, du fait de la situation de la Banque centrale (+118,3 milliards) et des Autres institutions de dépôts (+220,9 milliards).

La position extérieure globale s'est chiffrée à -9.941,9 milliards après -9.373,6 milliards un an plus tôt, en raison d'une augmentation du stock de passifs financiers envers les non-résidents.

**un solde global
de la balance
des paiements
excédentaire de
347,5 milliards**

¹ Sauf indications contraires, tous les montants sont en FCFA

INTRODUCTION

1. CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE INTERNATIONALE ¹

L'environnement économique et financier international a montré des signes de stabilisation en 2024, après les bouleversements provoqués par la pandémie de la Covid-19. Le maintien du rythme de progression de l'activité économique en 2024 est lié à l'assouplissement des politiques monétaires et à la reprise de la demande intérieure dans plusieurs économies avancées. Toutefois, les tensions géopolitiques, la fragmentation géoéconomique ainsi que les signes de ralentissement de la croissance en Chine continuent de peser sur la dynamique globale. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,3% en 2024, soit le même niveau qu'en 2023.

Au niveau des économies avancées, la croissance est ressortie à 1,7% en 2024 tout comme en 2023. Aux États-Unis, l'activité économique s'est accrue de 2,8% en 2024 après une réalisation de 2,9% l'année précédente. L'amélioration de l'activité s'explique par l'orientation favorable de la politique monétaire, la hausse des dépenses de consommation, soutenues par l'augmentation des salaires réels, ainsi que l'accroissement des investissements. En Zone euro, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) est passée de 0,4% en 2023 à 0,8% en 2024, reflétant l'amélioration des exportations, en particulier celles de marchandises, et une hausse des salaires réels qui stimule la consommation. L'assouplissement progressif de la politique monétaire a également soutenu la croissance en favorisant les investissements.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à 4,2% en 2024 après une réalisation de 4,4% l'année précédente. En Chine, la croissance a ralenti, passant de 5,2% en 2023 à 4,8% en 2024, en lien avec les faiblesses persistantes dans le secteur immobilier et une baisse de la confiance des consommateurs. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de 6,5% en 2024 contre 8,2% en 2023. En Russie, l'activité économique a été soutenue par une augmentation des dépenses publiques et une reprise de la consommation privée, avec une progression de 3,8% de son PIB en 2024 contre 3,6% en 2023.

En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB est ressortie à 3,8% en 2024 après une réalisation de 3,6% l'année précédente. L'activité économique dans la zone est soutenue par l'atténuation des effets de chocs climatiques passés et le relâchement des contraintes sur l'offre. Toutefois, elle reste affectée par certains conflits en cours, qui freinent la reprise économique. Le Nigeria a enregistré un rythme de progression de la production de 3,1% en 2024 contre 2,9% en 2023, en liaison notamment avec l'augmentation progressive de la production de pétrole et des produits agricoles, malgré des défis persistants liés à l'insécurité et à l'insuffisance des infrastructures. En Afrique du Sud, l'économie a connu une progression de son PIB, avec un taux de croissance de 0,8% en 2024 après 0,7% en 2023. Le dynamisme de l'activité en Afrique du Sud est lié à l'amélioration de la fourniture d'électricité et à une augmentation modérée de la demande intérieure.

¹ Sources des données : World Economic Outlook, october 2024

L'inflation globale a reculé au cours de l'année 2024, tout en restant supérieure à l'objectif dans pratiquement tous les pays qui ont adopté le ciblage de l'inflation. La désinflation en 2024 reflète la stabilisation des prix de certains produits de base, liée à l'amélioration des chaînes d'approvisionnement, à la baisse des prix de l'énergie ainsi qu'à l'impact des mesures de resserrement des politiques monétaires prises depuis 2022. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi à 2,6% en 2024 contre 4,6% en 2023, demeurant ainsi au-dessus des objectifs fixés par les banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement, il est ressorti en moyenne à 7,9% en 2024, après 8,1% en 2023. L'inflation reste plus élevée en raison de la flambée des prix des denrées alimentaires et de la persistance des pressions inflationnistes dans les services. En Afrique subsaharienne, l'inflation s'est située à 18,1% en 2024, principalement due à la hausse des prix au Nigeria, en Angola, en Ethiopie et au Ghana. Les pressions inflationnistes dans cette Zone ont été exacerbées par les effets d'épisodes antérieurs de dépréciation monétaire ainsi que par les mauvais résultats agricoles liés aux conditions météorologiques défavorables.

En 2024, les principales places boursières ont enregistré des évolutions à la hausse, en raison de la performance de l'économie américaine et de l'assouplissement progressif des politiques monétaires des banques centrales des pays avancés. En moyenne, l'indice MSCI World, qui mesure la performance des marchés boursiers des pays développés, s'est amélioré de 22,1% en comparaison avec sa valeur moyenne de

2023. Aux Etats-Unis, le Dow Jones s'est renforcé de 18,1% en 2024 et le Nasdaq de 33,0% par rapport à l'année précédente. Dans la zone euro, l'EuroStoxx 50 a augmenté de 13,9% par rapport à son niveau moyen de 2023 et, au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 s'est accru de 6,0%. De même, au Japon, l'indice NIKKEI 225 a progressé de 25,1%. Au niveau des marchés boursiers africains, les indices ont également connu des évolutions à la hausse au cours de l'année 2024. Les principales places africaines ont enregistré les taux de croissances suivants : 61,9% pour l'indice NSE du Nigeria, 39,7% pour l'indice GSE du Ghana, 24,8% pour la BRVM composite, 6,6% pour l'indice FTSE de l'Afrique du Sud et 20,5 % pour l'indice MASI du Maroc.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est apprécié face aux principales devises en 2024, en lien avec la diminution du différentiel de taux d'intérêt à un an avec les États-Unis au cours de l'année et de performances économiques américaines moins favorables sur le second semestre de 2024. Ainsi, le cours de l'euro par rapport au dollar américain est resté quasi stable (+0,04%) en 2024. L'euro est, par ailleurs, ressorti en hausse par rapport au yen japonais (+7,8%), au dollar canadien (+1,5%) et au dollar australien (+0,7%). Il a également pris de la valeur face aux devises des pays émergents, s'étant apprécié de 8,3% vis-à-vis du rouble russe, de 1,7% face au yuan chinois et de 1,3% à l'égard de la roupie indienne. En revanche, la devise européenne s'est dépréciée face à la livre sterling (-2,7%), au franc suisse (-2,0%) et au rand sud-africain (-0,6%).

Sur le marché ouest-africain, sur une année, le FCFA s'est apprécié face au naira nigérian (+140,7%), au cedi ghanéen (+27,9%), au dalasi gambien (+11,5%) et au dollar libérien (+9,9%). En revanche, il s'est déprécié de 5,6% vis-à-vis du leone. En moyenne annuelle, 1.000 FCFA se sont échangés contre 23,13 cedis, 111,44 dalasis, 26.832,94 leones, 314,85 dollars libériens, 14.085,24 francs guinéens et 2.358,61 nairas.

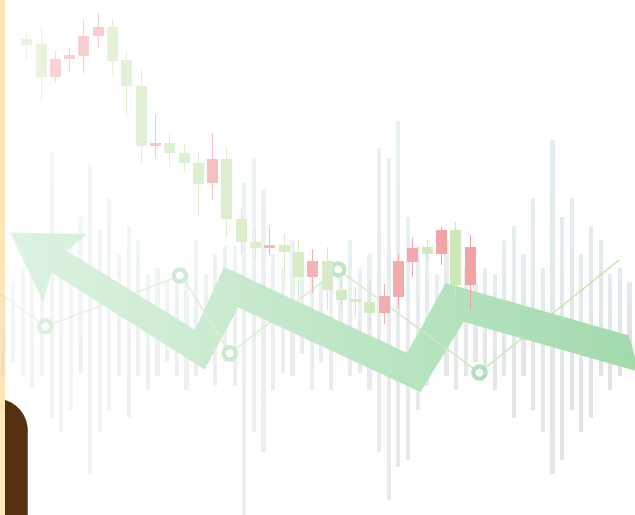


Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins

(Quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)

Devises	Sigle	2023	2024	Variation (%)
Droit de tirage spécial	DTS	1,24	1,24	0,6
Dollar des États-Unis	USD	1,65	1,65	0,0
Franc suisse	CHF	1,48	1,45	-2,0
Livre sterling	GBP	1,33	1,29	-2,7
Yen japonais	JPY	231,63	249,74	7,8
Dalasi gambien	GMD	99,93	111,44	11,5
Cedi ghanéen	GHS	18,08	23,13	27,9
Franc guinéen	FGN	14 028,91	14 085,24	0,4
Dollar libérien	LRD	286,62	314,85	9,9
Naira nigérian	NGN	980,09	2 358,61	140,7
Leone sierra-léonais	SLL	28 421,22	26 832,94	-5,6

Sources : AMAO, Banque de France, FMI, BCEAO

S’agissant des matières premières exportées par les pays de l’Union, les cours ont poursuivi leur rebond, en ligne avec la baisse de l’offre due aux conditions météorologiques défavorables et aux tensions géopolitiques. La hausse des cours mondiaux des principales matières premières exportées par l’Union est portée par les produits non énergétiques, comme le cacao (+127,0%), le café (+75,5%), la noix de cajou (+32,8%), le caoutchouc (+29,4%), l’or (+22,8%), le phosphate (+2,5%) et les huiles végétales (+19,7%). En revanche, les cours du coton (-6,9%) et des produits énergétiques, notamment le gaz (-13,8%) et le pétrole (-2,7%), se sont repliés durant la période.

Pour ce qui concerne l’activité économique dans l’UEMOA, elle est demeurée globalement dynamique en 2024, en dépit du ralentissement économique à l’échelle mondiale et de la situation sécuritaire dans la sous-région.

Le taux de croissance du produit intérieur brut de l’UEMOA s’est établi à 6,2% en 2024, soit 0,9 point de pourcentage de moins qu’en 2023. Cette croissance robuste, en dépit d’un environnement instable, découle essentiellement de la vigueur des activités du secteur ter-

tiaire, en lien avec la bonne tenue des activités commerciales et des services. Les secteurs primaire et secondaire, notamment avec les productions agricoles et minières, expliquent également en partie cette croissance. Les apports des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont représenté respectivement 1,5 point, 1,4 point et 3,3 points.

Le taux d’inflation en moyenne annuelle est ressorti à 3,5% en 2024 contre un niveau de 3,7% un an plus tôt. Ce léger ralentissement est lié, d’une part, à la dynamique baissière des cours mondiaux des produits alimentaires importés par les pays de l’Union, dont l’indice a enregistré une baisse de 3,2% au cours de l’année 2024, après une contraction de 9,8 % un an plus tôt et d’autre part, à l’absence de tension sur le prix des produits pétroliers. Il en résulte une décélération de la hausse des prix au niveau des fonctions « transport » (+1,3% en 2024 contre +6,7% en 2023) et « logement » (+3,6% contre +4,7%). Cette évolution a été favorisée par les mesures prises par les Gouvernements des pays de l’Union visant à lutter contre l’inflation et renforcer le pouvoir d’achat des ménages.

L'exécution budgétaire dans les pays membres de l'UEMOA en 2024 s'est traduite par une réduction du déficit budgétaire, en liaison avec une progression plus rapide des recettes budgétaires, comparativement aux dépenses publiques.

Les recettes budgétaires se sont accrues de 15,5% par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 23.330,6 milliards à fin décembre 2024. Cette dynamique a principalement été impulsée par l'évolution favorable des recettes fiscales (10,6%) qui se sont établies à 19.492,6 milliards. Toutefois, le taux de pression fiscale (14,6%) demeure largement en deçà de la norme communautaire de 20% du PIB minimum, prévu par les critères de convergence de l'UEMOA. Quant aux dons, ils se sont élevés à 958,9 milliards, soit une baisse de 20,3% par rapport à 2023.

Les dépenses et prêts nets ont progressé de 5,1% en atteignant 30.560,0 milliards en 2024, sous l'effet de la hausse des charges courantes (+8,0%) et des dépenses en capital (+2,0%). L'augmentation des charges courantes est principalement liée à l'accroissement des intérêts sur la dette publique, des dépenses de personnel et, dans une moindre mesure, des transferts et subventions. La progression des dépenses en capital émane principalement de la poursuite des investissements en infrastructures socio-économiques.

Dans ces conditions, le déficit global, base engagements, dons compris, s'est atténué de 1,1 point de pourcentage du PIB, pour s'établir à 5,3% du PIB à fin décembre 2024, après 6,2% du PIB en 2023.

La situation monétaire de l'Union pour l'année 2024 a été marquée par une progression de l'agrégat de monnaie au sens large dont le rythme de progression s'est établi à 8,8%, après 3,5% en 2023. L'évolution favorable des comptes extérieurs et les concours des banques à l'économie ont renforcé la dynamique de la masse monétaire.

Les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts ont enregistré une hausse de 3.664,9 milliards pour ressortir à 4.814,1 milliards, à fin décembre 2024. Cette évolution s'explique par l'augmentation des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale (+3.359,6 milliards) et de celle des banques (+305,3 milliards). Le niveau des réserves de change s'est en particulier renforcé et permet d'assurer, à fin décembre 2024, une couverture de l'émission monétaire confortable de 66,6% et 4,7 mois d'importations de biens et services, contre 56,3% et 3,5 mois l'année précédente.

L'encours des créances intérieures a augmenté de 6,4%, par rapport à son niveau de fin décembre 2023, pour se situer à 61.758,3 milliards à fin décembre 2024.



La masse monétaire s'est consolidée de 8,8% pour ressortir à 52.014,3 milliards. Cet accroissement de la liquidité globale est reflété par la hausse de 6,6% des dépôts et de 16,6% de la circulation fiduciaire.

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE AU MALI

Le taux de croissance réel du PIB s'est établi à 5,0% en 2024 contre une prévision initiale de 5,3% et une réalisation de 4,7% en 2023.

l'inflation, mesurée par la variation moyenne de l'IHPC, est estimée à 3,2% en 2024 contre 2,1% en 2023

A l'instar des autres pays de l'UEMOA, l'année 2024 a été marquée au Mali par une activité économique dynamique, en dépit du ralentissement économique à l'échelle mondiale, de la crise énergétique et sécuritaire. Ce dynamisme a été porté par les soutiens budgétaire et monétaire, ainsi que la performance du secteur agricole. Cependant, il a été atténué par le repli de la production des branches aurifère et énergétique. Ainsi, le taux de croissance réel du PIB s'est établi à 5,0% en 2024 contre une prévision initiale de 5,3% et une réalisation de 4,7% en 2023.

La croissance réalisée par le secteur primaire (+8,2% contre +2,6% en 2023) a été impulsée par la performance enregistrée au niveau de l'agriculture avec la composante « Agriculture vivrière » (+10,6%), en lien avec la hausse de la production céréalière, qui s'est établie à 11.010.851 tonnes en 2024 contre 9.950.300 tonnes en 2023 et la production de coton graine qui a augmenté durant la campagne 2024-2025, atteignant 656.000 tonnes en 2024 contre 581.500 tonnes en 2023.

Dans le secteur secondaire, la croissance est évaluée à -3,3% après 2,9% en 2023. Cette évolution s'explique essentiellement par la contre performance de la filière aurifère. La branche « extractive » a contribué à cette diminution avec -13,4% en 2024, contre 0,5% en 2023, en liaison avec la baisse de 14,7 tonnes de la production industrielle d'or ressortie à 51,8 tonnes contre 66,5 tonnes en 2023. De même, la persistance de la crise énergétique en 2024 a limité la croissance de la sous-branche « Production et distribution d'électricité, de gaz et de supports énergétiques », qui est restée faible, à 0,5% en 2024 contre -1,0% en 2023. Toutefois, les branches « agro-alimentaire », « textiles

» et « construction » ont enregistré des accroissements de 7,8%, 8,3% et 6,8%.

Dans le secteur tertiaire, la croissance est ressortie à 6,3% en 2024 après 6,8% en 2023. Cette évolution s'explique essentiellement par la diminution de la production dans plusieurs branches, notamment le « Commerce » et les « Activités de l'administration publique ». Elle intervient malgré la bonne performance de la branche « Transports, entreposage et services auxiliaires de transport ».

Sur le plan de l'évolution des prix, l'inflation, mesurée par la variation moyenne de l'IHPC, est estimée à 3,2% en 2024 contre 2,1% en 2023, niveau non conforme à la norme communautaire de 3,0% maximum prévue par les critères de convergence de l'UEMOA. Cette évolution s'expliquerait essentiellement par la hausse des prix des produits alimentaires, en relation avec les inondations et l'insécurité.

Au titre des finances publiques, l'année a été marquée par les effets persistants de la crise énergétique et la poursuite des efforts de sécurisation du pays. Ces défis ont entraîné des contraintes budgétaires supplémentaires, impactant la mise en œuvre de plusieurs projets de développement, en particulier dans les secteurs prioritaires. Parallèlement, la mobilisation de ressources a été caractérisée par une hausse des coûts de crédit, dans un contexte de tensions de liquidité ayant affecté l'exécution du programme d'émission de titres publics. Toutefois, la mobilisation des ressources budgétaires réalisée pour la mise en œuvre d'une politique budgétaire soutenable et propice à une croissance économique durable, en plus des mesures de flexibilité mises en œuvre par la Banque Centrale, en vue de pallier les tensions de liquidité au niveau

**Les recettes
budgétaires
ont atteint
3.055,9
milliards**

du système bancaire et financier, ont permis de renforcer la résilience de l'économie.

Les recettes budgétaires ont atteint 3.055,9 milliards, soit 364,9 milliards ou 13,6% de plus qu'en 2023. S'agissant des recettes fiscales, elles se sont établies à 2.185,4 milliards contre 1.901,7 milliards en 2023, soit une augmentation de 283,7 milliards ou 14,9%.

Les dépenses totales et prêts nets ont atteint 3.412,4 milliards contre 3.192,0 milliards en 2023, soit une augmentation de 220,4 milliards ou 6,9%.

Ainsi, le solde global, base engagements et dons compris s'est établi à -356,5 milliards (-2,6% du PIB) après -501,0 milliards (-3,9% du PIB) réalisé en 2023, en deçà du seuil communautaire de l'UEMOA.

Sur le plan monétaire, l'évolution des agrégats en 2024 a été marquée par une progression de 738,2%, de 1,8% et de 1,3% respectivement des actifs extérieurs nets (+339,2 milliards), de la masse monétaire (+85,2 milliards) et des créances intérieures (+73,0 milliards).

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires sont évalués à +293,3 milliards à fin décembre 2024, après -46,0 milliards en 2023, soit une augmentation de 339,2 milliards par rapport à fin décembre de l'année précédente, en relation avec les hausses de ceux

de la Banque Centrale et des banques, respectivement à hauteur de 118,3 milliards et de 220,9 milliards.

L'encours des créances intérieures s'est chiffré à 5.668,4 milliards à fin décembre 2024, en hausse de 73,0 milliards ou +1,3% par rapport à fin décembre 2023, à la suite de l'augmentation des créances nettes sur l'Etat pour 4,4 milliards et des créances sur l'économie pour 68,6 milliards.

L'augmentation des créances nettes du système bancaire sur l'Etat est imputable à l'accroissement des créances sur « titres » des banques sur le Trésor public (+325,0 milliards), en relation avec l'exécution du programme d'émission de titres publics du Trésor, atténuée par la progression des dépôts de l'Administration Centrale dans les banques pour un montant de 106,7 milliards et à la Banque Centrale pour un montant de 46,8 milliards. Quant à la hausse des créances sur l'économie, elle est liée aux mises en place de crédits effectuées en faveur des entreprises des secteurs des mines, de l'agriculture, des télécommunications, de l'industrie et du commerce général.

La masse monétaire a enregistré une progression de 85,2 milliards (+1,8%) par rapport à fin décembre 2023, en s'inscrivant à 4.814,3 milliards. Cette augmentation de la liquidité globale se reflète dans sa composante « circulation fiduciaire » qui a progressé de 15,4% sur la période.

S'agissant de la part de la monnaie scripturale dans le stock monétaire, elle s'est inscrite à 75,2% à fin décembre 2024 contre 78,1% à fin décembre 2023.





Encadré : Présentation des statistiques de balance des paiements

Les transactions de balance des paiements sont présentées à travers les tableaux 2 et 3 ci-après. Le tableau 2 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la sixième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le « tableau 3 (optique BCEAO) » est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés dans les tableaux en annexe. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme de la variation des avoirs extérieurs officiels nets (Banque Centrale) et de ceux des Autres institutions de dépôts.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte financier, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre secteurs institutionnels (Administrations publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et Autres institutions de dépôts), alors que dans la présentation « optique BCEAO », les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements » excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et Autres institutions de dépôts). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

Tableau 2 : Balance des paiements 2024 en termes de transactions (présentation résumée)

(en millions)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	4 441 477	5 144 049	-702 572
1.A	Biens et services	3 634 438	4 418 762	-784 324
1.A.a	Biens	3 321 348	3 328 615	-7 267
1.A.a.1	Marchandises générales	668 922	3 328 615	-2 659 693
1.A.a.1.1	Dont réexportations	92 070	0	92 070
1.A.a.2	Exports. nettes dans le cadre du négoce	224	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	2 652 202	0	2 652 202
1.A.b	Services	313 090	1 090 147	-777 057
1.A.b.3	Transport	25 520	748 380	-722 860
1.A.b.3.0.2	Dont fret	11 325	710 375	-699 050
1.A.b.4	Voyages	103 083	88 794	14 289
1.A.b.0	Autres services	184 488	248 258	-63 770
1.B	Revenus primaires	126 775	579 581	-452 806
1.B.1	Revenus des salariés	46 577	34 792	11 785
1.B.2	Revenus des investissements	76 328	538 429	-462 101
1.B.3	Autres revenus primaires	3 870	6 360	-2 490
1.C	Revenus secondaires	680 264	145 706	534 558,00
1.C.1	Administrations publiques	29 758	3 283	26 475
1.C.1.4	Aides budgétaires	0	0	0
1.C.2	Autres secteurs	650 506	142 423	508 083
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	601 567	126 548	475 019
2	Compte de capital	136 877,00	5 452	131 425,00
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	80 001	4 718	75 283
2.2	Transferts en capital	56 876	734	56 142
2.2.1	Administrations publiques	16 528	0	16 528
	Remises de dettes	5 305	0	5 305
2.2.2	Autres secteurs	40 348	734	39 614
3	Compte financier	-245 567,0	314 486,00	-560 053,00
3.1	Investissements directs	47 341	558 470	-511 129
3.2	Investissements de portefeuille	-62 438	-20 626	-41 812
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	-58 786	-223 358	164 572
3.5	Avoirs de réserves	-171 684	0	-171 684
6	Erreurs et omissions nettes	-4 823 921	-4 835 015	11 094

Source : BCEAO

Tableau 3 : Balance des paiements 2024 en termes de transactions (optique BCEAO)

(en millions)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	4 441 477	5 144 049	-702 572
1.A	Biens et services	3 634 438	4 418 762	-784 324
1.A.a	Biens	3 321 348	3 328 615	-7 267
1.A.a.1.1	Dont réexportations	92 070		92 070
1.A.a.2	Exports. nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	2 652 202	0	2 652 202
1.A.b	Services	313 090	1 090 147	-777 057
1.A.b.3	Transport	25 520	748 380	-722 860
1.A.b.3.0.2	Dont fret	11 325	710 375	-699 050
1.A.b.4	Voyages	103 083	88 794	14 289
1.A.b.0	Autres services	184 488	248 258	-63 770
1.B	Revenus primaires	126 775	579 581	-452 806
1.B.1	Revenus des salariés	46 577	34 792	11 785
1.B.2	Revenus des investissements	76 328	538 429	-462 101
1.B.3	Autres revenus primaires	3 870	6 360	-2 490
1.C	Revenus secondaires	680 264	145 706	534 557,72
1.C.1	Administrations publiques	29 758	3 283	26 475
1.C.1.4	Aides budgétaires	0	0	0
1.C.2	Autres secteurs	650 506	142 423	508 083
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	601 567	126 548	475 020
2	Compte de capital	136 876,65	5 452,52	131 424
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	80 001	4 718	75 282
2.2	Transferts en capital	56 876	734	56 142
2.2.1	Administrations publiques	16 528	0	16 528
	Remises de dettes	5 305	0	5 305
2.2.2	Autres secteurs	40 348	734	39 614
3	Compte financier	-89 970,42	817 542,40	-907 513
3.1	Investissements directs	47 341	558 470	-511 129
3.2	Investissements de portefeuille	2 234	28 886	-26 652
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	-139 546	230 186	-369 732
	Administrations publiques	0	-75 729	75 729
3.5	Autres secteurs	-139 546	305 915	-445 461
6	Erreurs et omissions nettes	-4 823 921	-4 835 015	11 095
7	Solde global	-155 596	-503 056	347 459,7
8	Avoirs et engagements extérieurs	149 783	489 017	-339 233,6
8.1	Banque Centrale	171 684	298 192	-126 508
8.2	Autres institutions de dépôts	-16 088	204 864	-220 952
	Réévaluation	5 813	14 039	-8 226

Source : BCEAO

1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

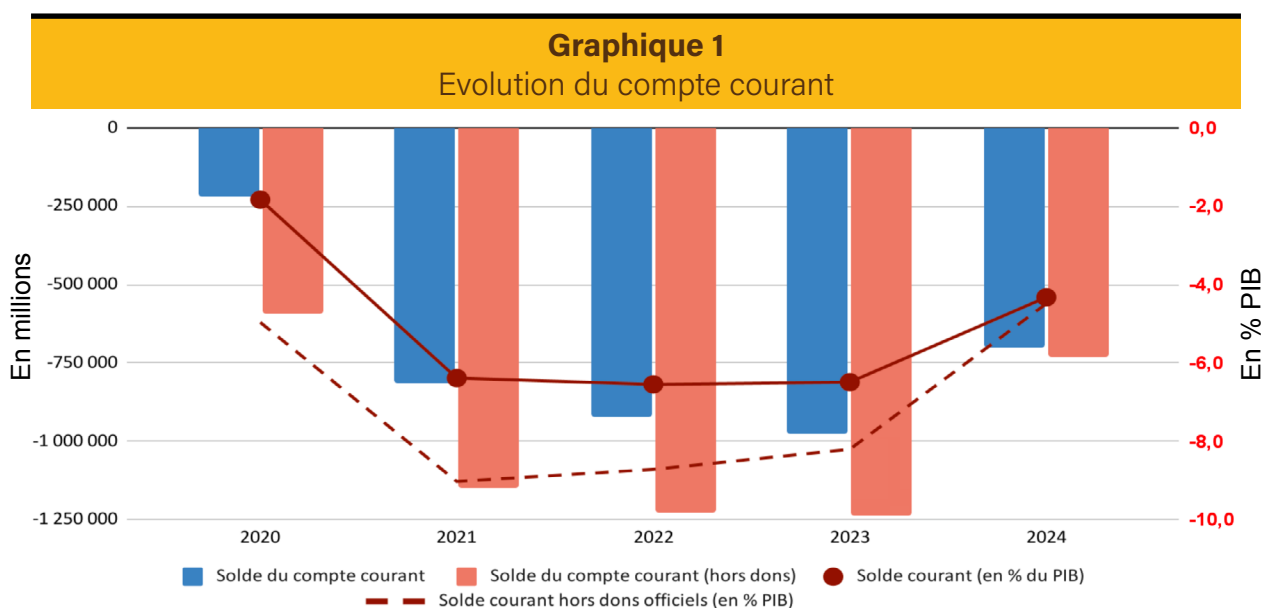


En 2024, le déficit du compte courant est évalué à 702,6 milliards, en amélioration de 274,2 milliards par rapport à 2023 où le déficit était de 976,8 milliards

Le compte des transactions courantes est le poste de la balance des paiements qui retrace l'ensemble des échanges de biens, de services et de revenus, avec ou sans contrepartie réelle, entre agents économiques résidents et non-résidents. En 2024, le déficit du compte courant est évalué à 702,6 milliards, en amélioration de 274,2 milliards par rapport à 2023 où le déficit était de 976,8 milliards. Cette amélioration s'explique par celle de la balance des biens et services (+389,9 milliards) et du solde du revenu primaire (+108,4 milliards). En effet, le solde de la balance des biens et services est passé de -1.174,2 milliards en 2023 à -784,3 milliards en 2024, en lien avec la baisse des importations de biens et services. En revanche, le solde excédentaire du revenu secondaire s'est replié de 224,1 milliards sur la période, en raison de la baisse des transferts en faveur de l'administration publique.

Rapporté au PIB, le déficit du compte courant s'est atténué en ressortant à -4,3% (-4,5% hors transferts officiels) en 2024 contre -6,5% (-8,2% hors transferts officiels) en 2023.

Le graphique et le tableau, ci-après, retracent l'évolution du compte des transactions courantes entre 2019 et 2024.



Source : BCEAO



Tableau 4 : Evolution du compte de transactions courantes

(en millions)

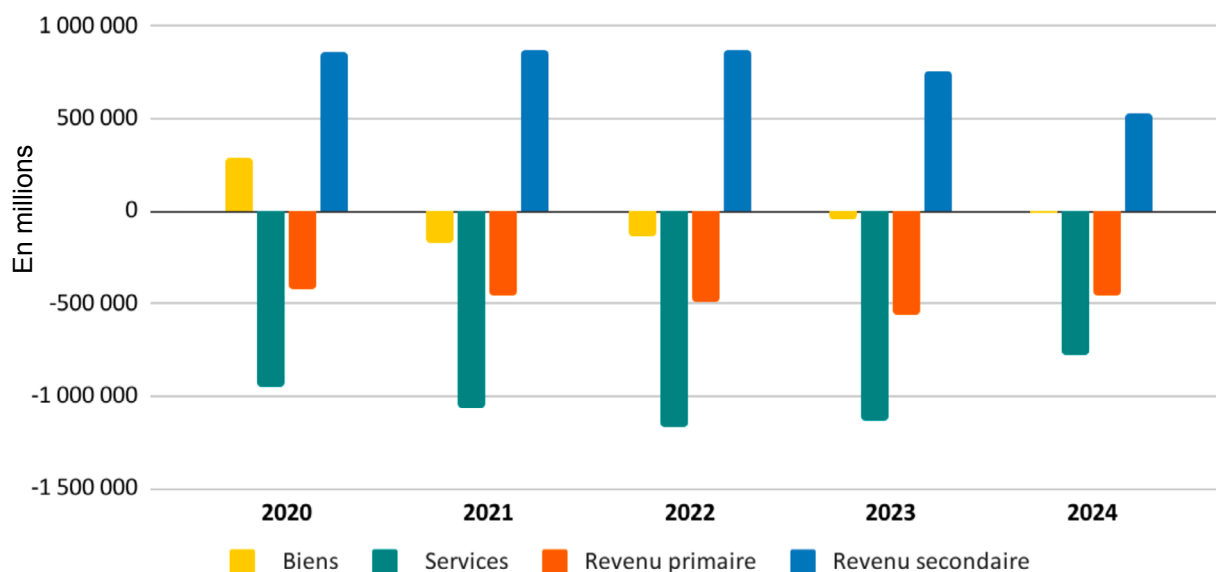
RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Biens et services	-658 227	-1 228 416	-1 301 506	-1 174 215	-784 323
Biens	290 106	-169 240	-134 709	-45 280	-7 267
Services	-948 333	-1 059 176	-1 166 797	-1 128 935	-777 056
Revenu primaire	-425 228	-456 478	-488 084	-561 185	-452 806
Revenu secondaire	864 915	870 554	869 278	758 622	534 558
Solde du compte courant	-218 540	-814 340	-920 312	-976 777	-702 571
Solde du compte courant (hors dons)	-591 382	-1 150 644	-1 225 238	-1 234 522	-729 046
PIB Nominal	11 913 800	12 753 800	14 059 400	15 051 400	16 246 800
Solde courant (en % du PIB)	-1,8	-6,4	-6,5	-6,5	-4,3
Solde courant hors dons officiels (en % du PIB)	-5,0	-9,0	-8,7	-8,2	-4,5

Source : BCEAO

Le graphique ci-dessous retrace la structure du déficit des transactions courantes, imputable, à l'instar des deux années précédentes, aux comptes des biens, des services et du revenu primaire. Ce déficit a été atténué par l'excédent du compte du revenu secondaire structurellement excédentaire, du fait notamment de l'importance des envois de fonds des travailleurs migrants.



Graphique 2
Structure du compte courant



Source : BCEAO

I.1. Balance commerciale



Les transactions commerciales avec l'extérieur se sont soldées en 2024 par un déficit de 7,3 milliards, en amélioration de 38,0 milliards par rapport à 2023 où elles avaient affiché un déficit de 45,3 milliards.

Le déficit de la balance commerciale s'est réduit en 2024, en liaison avec la diminution de 4,2% des importations, favorisée par la baisse des prix internationaux du pétrole, malgré le repli des exportations. En effet, les transactions commerciales avec l'extérieur se sont soldées en 2024 par un déficit de 7,3 milliards, en amélioration de 38,0 milliards par rapport à 2023 où elles avaient affiché un déficit de 45,3 milliards.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 99,8%, en hausse de 1,1 point de pourcentage par rapport à 2023 où il est ressorti à 98,7%. Le degré d'ouverture commerciale¹ est évalué à 22,9%, en baisse de 2,5 points de pourcentage par rapport à 2023.

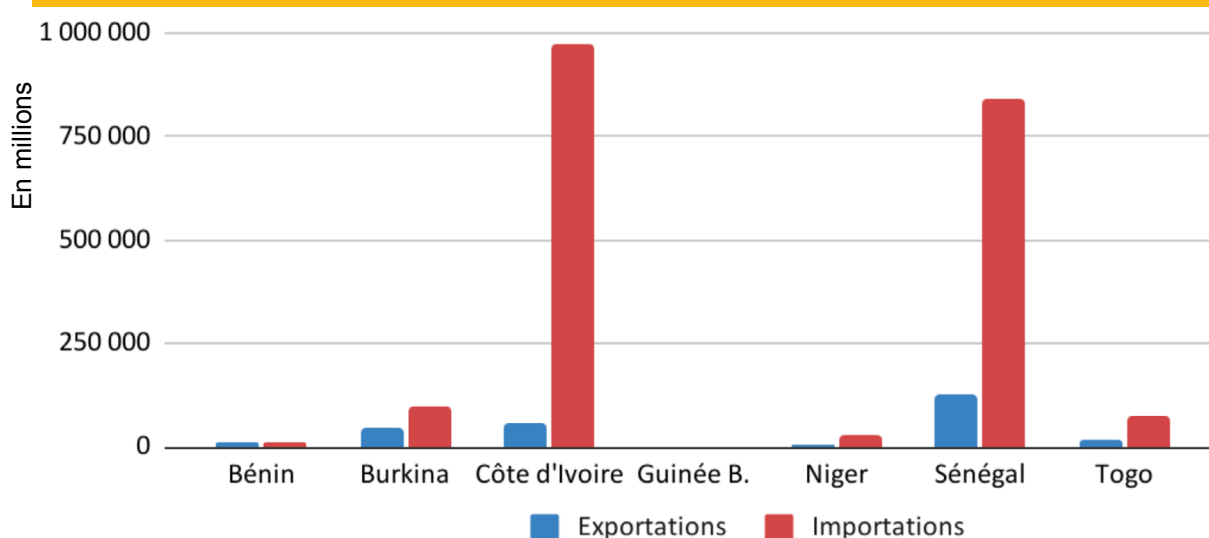
Tableau 5 : Evolution du compte de biens

(en millions)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations de biens	2 759 384	2 693 837	3 353 603	3 430 095	3 321 348
Importations de biens	2 469 278	2 863 077	3 488 312	3 475 375	3 328 615
Balance commerciale de biens	290 105	-169 240	-134 709	-45 280	-7 267
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	111,7	94,1	96,1	98,7	99,8

Graphique 3

Commerce Intrat-UEMOA en 2024



Sources : BCEAO, INSTAT

¹ La moyenne des exportations et des importations de biens divisée par le PIB

I.1.1. Exportations de biens

I.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens

Évaluées à 3.321,3 milliards sur la base des données ajustées¹ de l'année 2024, les exportations de biens se sont inscrites en baisse de 108,7 milliards, soit -3,2% par rapport à l'année 2023. Cette évolution est liée à la baisse des ventes extérieures d'or non monétaire et de l'ensemble des autres produits à l'exception du coton fibre. Quant aux exportations d'animaux vivants, elles ont enregistré une hausse sur la période, en liaison avec l'évolution des volumes exportés à la faveur de la reprise économique.

Les réexportations de biens, qui ont atteint 92,1 milliards en 2024, concernent les machines et pièces échangées entre filiales (7,4 milliards), les produits chimiques (12,0 milliards) notamment de l'engrais vers le Burkina ainsi que le carburéacteur (62,5 milliards) à destination de plusieurs pays.

Evolution globale des exportations de biens, évaluées à 3.321,3 milliards



Tableau 6 : Evolution des exportations de biens

(en millions)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Marchandises générales	496 515	564 474	627 309	640 431	668 922
dont réexportations	44 497	40 488	36 840	84 147	92 070
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0			224
Or non monétaire	2 262 869	2 129 363	2 726 294	2 789 664	2 652 202
TOTAL EXPORT (FOB)	2 759 384	2 693 837	3 353 603	3 430 095	3 321 348

Sources : BCEAO, INSTAT

Le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/ exportations) s'est inscrit à 3,9% en 2024, contre 3,4% en 2023, du fait de la hausse du service de la dette (+11,3%) concomitamment à la baisse des exportations (-3,2%).

Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure² sur les exportations

(En millions, sauf indication contraire)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations totales	2 759 384	2 693 837	3 353 603	3 430 095	3 321 348
Service de la dette publique extérieure	121 771	136 334	167 814	117 207	130 483
Service de la dette/export (en %)	4,4	5,1	5,0	3,4	3,9

Sources : BCEAO, INSTAT

- 1 Le tableau A3 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de la balance des paiements. Des ajustements de valeur (exportations non contrôlées par les services douaniers) et des ajustements de champ (prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices) permettent de corriger les statistiques douanières.
- 2 En 2024, le remboursement des arriérés du service de la dette extérieure s'est élevé à 34,7 milliards, se décomposant en 26,8 milliards pour le principal et 7,9 milliards pour les intérêts.

Les exportations du Mali en 2024 sont dominées par l'or non monétaire avec 79,9% du total, suivi par le coton fibre avec 6,9% et les animaux vivants avec 3,4%.

Les exportations du Mali en 2024 sont dominées par l'or non monétaire avec 79,9% du total, suivi par le coton fibre avec 6,9% et les animaux vivants avec 3,4%.

Les exportations d'or non monétaire (industries et orpaillage) se sont repliées de 137,5 milliards (4,9%) en 2024 en s'établissant à **2.652,2 milliards**, en raison de la baisse de la production des sociétés industrielles, partiellement atténuée par la hausse record des cours sur le marché international pour la troisième année consécutive (la barre des 2500\$ l'once étant franchie). En effet, les incertitudes liées aux conflits au Moyen-Orient et en Ukraine, les tensions géopolitiques et le resserrement des conditions de financement ont entraîné une hausse du prix moyen de vente obtenu par les sociétés industrielles du secteur, qui est ressorti à 46.128 FCFA/g en 2024 contre 37.828 FCFA/g en 2023, pour l'or industriel. Les volumes d'or exportés par ces sociétés ont enregistré une diminution (14.685,8 kg ou 22,1%) pour atteindre 51.796,9 kilogrammes en 2024.

Les exportations de fibre de coton se sont, pour leur part, chiffrées à 227,9 milliards en 2024, en hausse de 31,0 milliards ou 15,7% par rapport aux réalisations de l'année précédente. Ce niveau découle de l'accroissement de 18,8% du prix moyen de vente obtenu par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT), soit 1.106,9 FCFA/kg en 2024, après 931,4 FCFA/kg en 2023, en lien avec la hausse des cours du coton sur les marchés internationaux, et l'augmentation de 11,6% du volume exportable (582.538 tonnes de coton graine produit lors de la campagne 2023/2024 contre 389.750 tonnes en 2022/2023). En raison des re-

tards accusés dans l'évacuation, 33.603 tonnes de stock de cette campagne n'ont pas pu être embarquées et exportées durant l'année 2024. Par ailleurs, cette performance de la filière s'explique aussi par l'anticipation enregistrée dans la mise à disposition des intrants auprès des producteurs.

Les exportations d'animaux vivants sont ressorties à 113,4 milliards en 2024, après 96,0 milliards en 2023, en hausse de 17,4 milliards (18,1%), en lien avec la dynamique observée depuis la levée de l'interdiction d'exportation de bétail à partir du troisième trimestre de l'année 2022. Ces exportations sont constituées essentiellement de bovins et d'ovins à destination des pays de la sous-région.

Quant aux exportations d'engrais, elles ont représenté 0,7% des exportations totales et se sont établies à 21,7 milliards, après 37,6 milliards en 2023 (-42,3%), en raison d'une demande locale plus importante. Elles ont été effectuées à destination des pays de la sous-région, notamment le Burkina Faso et la Guinée. Les exportations de combustibles minéraux, d'un montant de 63,0 milliards en 2024, sont relatives aux ré-exportations de kérosène destinées à l'avitaillement d'aéronefs qui desservent le Mali.

Enfin, les « autres produits d'exportation », avec une baisse de 13,7 milliards (-6,8%) par rapport à 2023, sont ressortis à 188,4 milliards en 2024. Ce poste est composé de produits alimentaires (produits vivriers et boissons), de peaux et cuirs, de déchets de fer ainsi que de machines.

Le tableau A17 en annexe retrace l'ensemble des « autres produits d'exportation ».

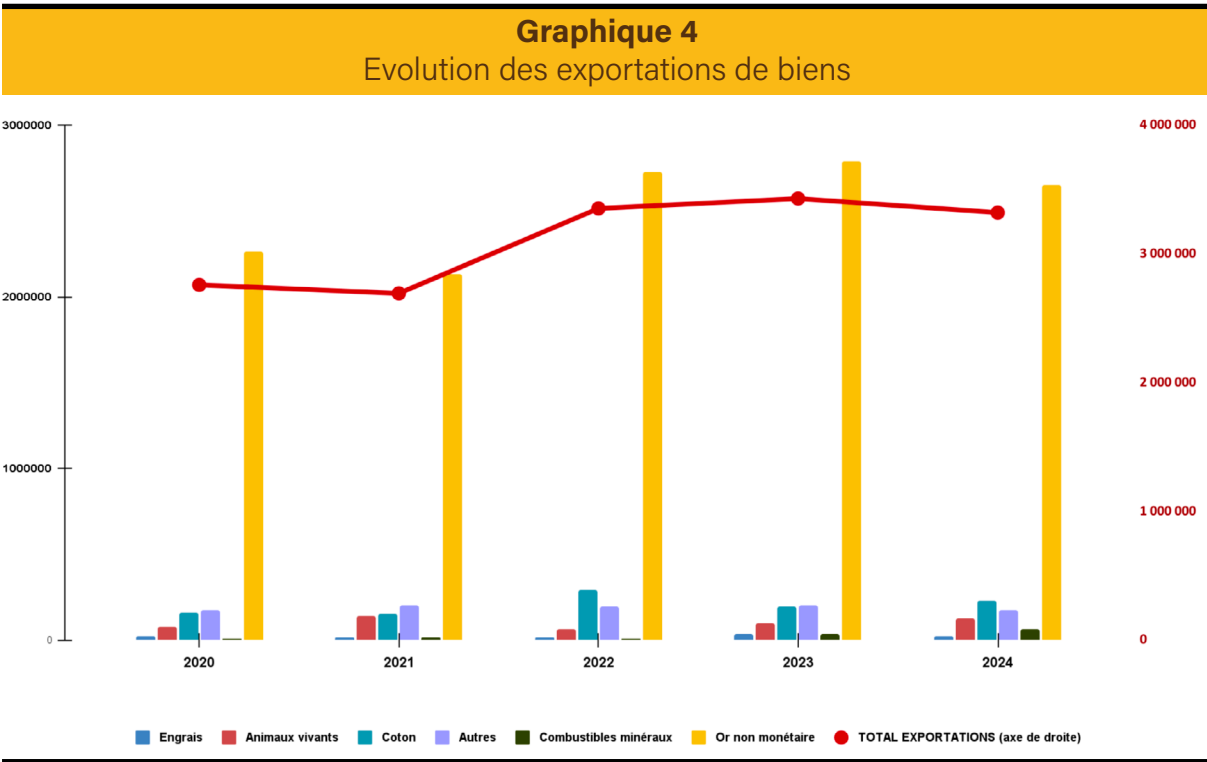
Tableau 8 : Évolution des exportations

(En millions, sauf indication contraire)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Coton	161 568,9	156 657,5	294 949	196 921	227 916
part en %	5,9	5,8	8,8	5,7	6,9
Or non monétaire	2 262 869,0	2 129 363,5	2 726 294,3	2 789 663,7	2 652 202,0
part en %	82,0	79,0	81,3	81,3	79,9
Animaux vivants	78 809,8	139 366,3	62 110,2	96 030,1	128 419,8
part en %	2,9	5,2	1,9	2,8	3,9
Combustibles minéraux	10 782,0	14 494,8	10 763,9	38 353,2	62 962,8
part en %	0,4	0,5	0,3	1,1	1,9
Engrais	20 974,9	16 082,7	13 519,3	37 595,2	21 703,2
part en %	0,8	0,6	0,4	1,1	0,7
Réacteurs nucléaires, chaudières	22 228,1	19 174,7	22 886,2	35 474,1	24 421,6
part en %	0,8	0,7	0,7	1,0	0,7
Légumes & Fruits	12 888,6	10 309,4	12 259,1	18 805,4	12 351,2
part en %	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fers & Aciers	13 239,0	9 387,1	15 350,8	15 151,7	17 991,7
part en %	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	176 023,5	199 001,3	195 470,0	202 100,2	173 378,9
part en %	6,4	7,4	5,8	5,9	5,2
TOTAL EXPORTATIONS	2 759 383,7	2 693 837,3	3 353 602,8	3 430 095,0	3 321 347,7

Sources : BCEAO, INSTAT

Le graphique 4 retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2020 et 2024.

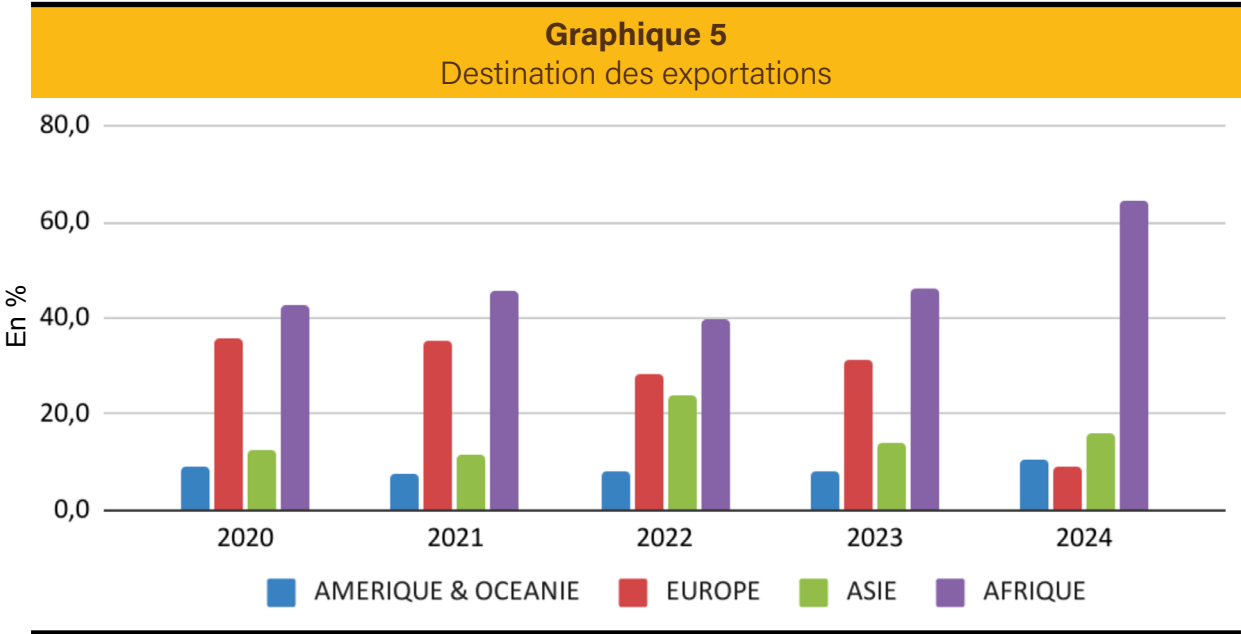


Sources : BCEAO, INSTAT

1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations du Mali en 2024, sur la base des données ajustées, conserve la même structure que celle des années précédentes. Les ventes extérieures du Mali sont destinées principalement au continent africain, en liaison avec les exportations d'or non monétaire essentiellement vers l'Afrique du Sud.

Le graphique ci-dessous illustre la destination des exportations du Mali.



Sources : BCEAO, INSTAT

La valeur des expéditions vers le continent africain s'est inscrite à 2.142,5 milliards en 2024 (64,5% du total), en hausse de 35,1% par rapport à l'année précédente. Cette évolution est imputable essentiellement à la progression des exportations d'or vers l'Afrique du Sud, légèrement accentuée par la hausse des expéditions d'animaux vivants vers les autres pays de l'UEMOA. Les ventes d'or non monétaire vers le continent ont augmenté de 48,5% en 2024, pour atteindre 1.806,9 milliards de FCFA (soit 68,1% des exportations d'or), après 1.216,8 milliards de FCFA en 2023. Ces ventes sont destinées à l'Afrique du Sud, première destination de l'or, la plupart des sociétés minières y expédiant leur production. La part des autres pays africains (hors UEMOA et Afrique du Sud) ressort à 59,0 milliards (2,8% du total des exportations vers l'Afrique), soit 3,4 points de pourcentage de moins qu'en 2023.

Le continent asiatique occupe le deuxième rang, en termes de destination

des exportations en 2024. Sa part dans les exportations totales s'est établie à 16,0%, soit 530,8 milliards, après 14,0% en 2023, avec notamment le Bangladesh, l'Inde et le Viêt Nam, principales destinations pour le coton-fibre du Mali. Il en est de même pour l'or artisanal qui est essentiellement exporté vers Dubaï, aux Émirats arabes unis.

Quant au continent européen, qui occupe le troisième rang en 2024 contre la deuxième position depuis plusieurs années en termes de destination des exportations, sa part dans le total des exportations du Mali est en diminution de 22,4 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, avec un montant de 299,3 milliards en 2024 (9,0%), après 1.078,7 milliards (31,4%) en 2023. La forte baisse de la valeur des exportations vers ce continent s'explique essentiellement par celle des exportations d'or vers la Suisse (quatrième destination en 2024) qui sont ressorties à 205,0 milliards en 2024 contre 1.001,7 milliards

en 2023, en raison du changement de destination d'une partie de la production d'or vers l'Afrique du Sud. En dehors de la Suisse, qui absorbe 68,7% des exportations à destination de l'Europe, la part des autres pays européens (essentiellement la France, la Turquie, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas) ressort à 31,3% en 2024, en hausse de 16,8 milliards. Les produits exportés vers ces pays sont constitués de coton, de fruits, de peaux et cuirs et, dans une moindre mesure, d'or.

La part de l'Océanie a progressé de 2,1 points de pourcentage pour s'établir à 10,2% des exportations totales du Mali en 2024, après 8,1% en 2023. Cette évolution est essentiellement imputable à la hausse des exportations d'or vers l'Australie, passant de 278,0 milliards en 2023 à 335,0 milliards en 2024.

Le tableau A5 en annexe retrace la répartition géographique détaillée des exportations.

Exportations intra-UEMOA

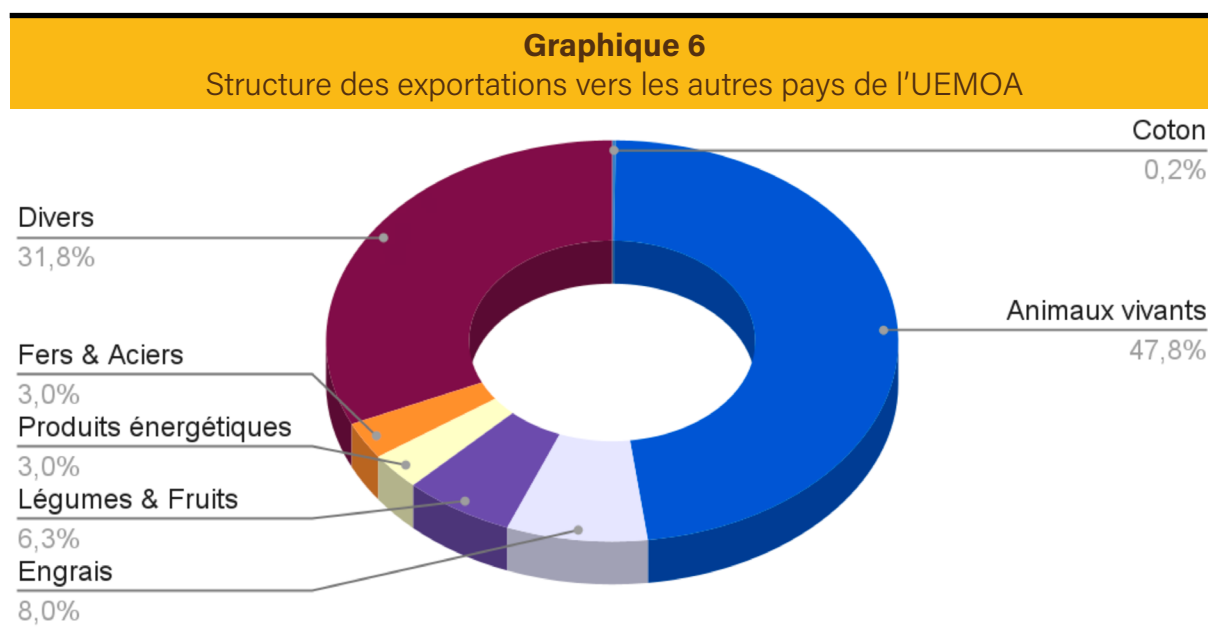
Sur la base des données réconciliées, la part des pays de l'UEMOA dans les exportations du Mali a diminué de 11,6 milliards, avec une valeur de 268,7 milliards

(8,1% des exportations totales) en 2024, après 280,3 milliards en 2023 (8,2%).

A l'instar des autres années, ces échanges se traduisent par une balance commerciale intra-UEMOA structurellement déficitaire pour le Mali, avec un solde de -1.758,5 milliards et un taux de couverture des importations par les exportations de 13,3% en 2024 contre 99,8% pour l'ensemble des partenaires commerciaux.

Les ventes à destination des autres pays de l'UEMOA restent dominées par les animaux vivants. En effet, les exportations de bétail sont ressorties à 128,4 milliards en 2024, soit 47,8% des exportations totales vers les pays de l'Union. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, principaux destinataires de ce produit, absorbent respectivement 25,7% et 70,6% des exportations d'animaux vivants. Les exportations d'engrais vers la zone ont baissé en 2024, en s'établissant à 21,4 milliards, soit 8,0% du total des exportations vers les pays de l'UEMOA, après 37,1 milliards en 2023 (13,3%). Le Burkina Faso reste le principal pays de destination pour ce produit.

Le graphique 6 présente la structure des exportations en 2024 avec les autres pays de l'UEMOA.



Source : BCEAO

Le tableau A7 en annexe présente les exportations communautaires par grande catégorie de produits.

1.1.2 Importations de biens¹

1.1.2 .1 Evolution globale des importations de biens

En 2024, les importations ajustées, sur la base de leur valeur CAF, ont régressé de 4,2%, pour atteindre 4.059,3 milliards. Elles se sont établies à 25,0% du PIB nominal de 2024, après 28,2% en 2023.

Le tableau ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données CAF, entre 2020 et 20224.

Tableau 9 : Evolution des importations de biens (en valeur CAF)

(En millions sauf indication contraire)					
RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Marchandises générales	2 939 617	3 491 557	4 135 939	4 155 148	4 059 287
Or non monétaire	0	0	118 101	83 115	0
Biens	2 939 617	3 491 557	4 254 039	4 238 263	4 059 287
Importations de biens / PIB (en %)	24,7	27,4	30,3	28,2	25,0

Sources : BCEAO, INSTAT, DGDGP

1.1.2.2 Composition des importations de biens

La décomposition des importations de biens par grande catégorie montre que le Mali importe essentiellement des produits énergétiques, des biens d'équipement, des matières premières et des produits alimentaires. Les produits énergétiques représentent 31,5% du total des importations de 2024, suivis des biens d'équipement (notamment les machines et les véhicules) pour une part de 21,3%, des matières premières et des biens intermédiaires pour 16,7%, des produits alimentaires pour 15,3%, et des produits chimiques et pharmaceutiques pour 11,5%.

Les importations en valeur FOB ont régressé de 4,2%, pour s'établir à 3.328,6 milliards en 2024 contre 3.475,4 milliards en 2023. Elles ont été fortement affectées par le repli des volumes et des cours internationaux du baril de pétrole. Cette situation s'est traduite par une diminution de 133,5 milliards ou 11,3% de la valeur des importations de produits énergétiques. Ainsi, la facture pétrolière s'est allégée,

avec un montant FOB de 1.049,2 milliards FCFA, après 1.182,7 milliards FCFA en 2023.

Les importations de produits alimentaires sont ressorties à 509,4 milliards en 2024 (15,3% des importations totales), en diminution de 5,2 milliards (1,0%) par rapport à 2023, en raison de la baisse des prix et de la poursuite des restrictions sur l'importation de certaines catégories de produits. Cette diminution a été enregistrée pour les céréales (-17,2%), les thé et café (-21,0%), les préparations de farine et de céréales (-52,1%) et le sucre (-21,4%). En revanche, cette baisse a été atténuée par la hausse des importations de lait (+61,5%), de poissons (+5,2%), de légumes et plantes (+25,4%), de boissons (+25,4%) et des graines et fruits oléagineux (+28,5%).

S'agissant des achats de biens d'équipement, dominés par la catégorie « machines et véhicules », ils ont enregistré une augmentation de 50,0 milliards (+7,6%) pour s'établir à 709,2 milliards en 2024, après 659,2 milliards en 2023, avec une part de 21,3% dans les im-

Les produits énergétiques représentent 31,5% du total des importations de 2024

1 Le tableau A4 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau.

portations totales du Mali. Ce niveau élevé de la demande en équipements est lié, d'une part, aux besoins d'un secteur minier dynamique et, d'autre part, à l'acquisition massive d'équipements d'énergie solaire pour pallier aux difficultés d'approvisionnement en électricité.

Les importations de matières premières et de biens intermédiaires ont enregistré une hausse de 1,7% tandis que celles de biens de consommation courante, notamment les pro-

duits chimiques et pharmaceutiques, ont marqué une baisse de 2,6% en 2024, induite par la diminution de la demande intérieure courant 2024.

En 2024 et contrairement aux deux années précédentes, aucune importation d'or n'a été enregistrée en provenance du Burkina.

Le tableau A18 en annexe retrace l'ensemble des « autres produits d'importation ».

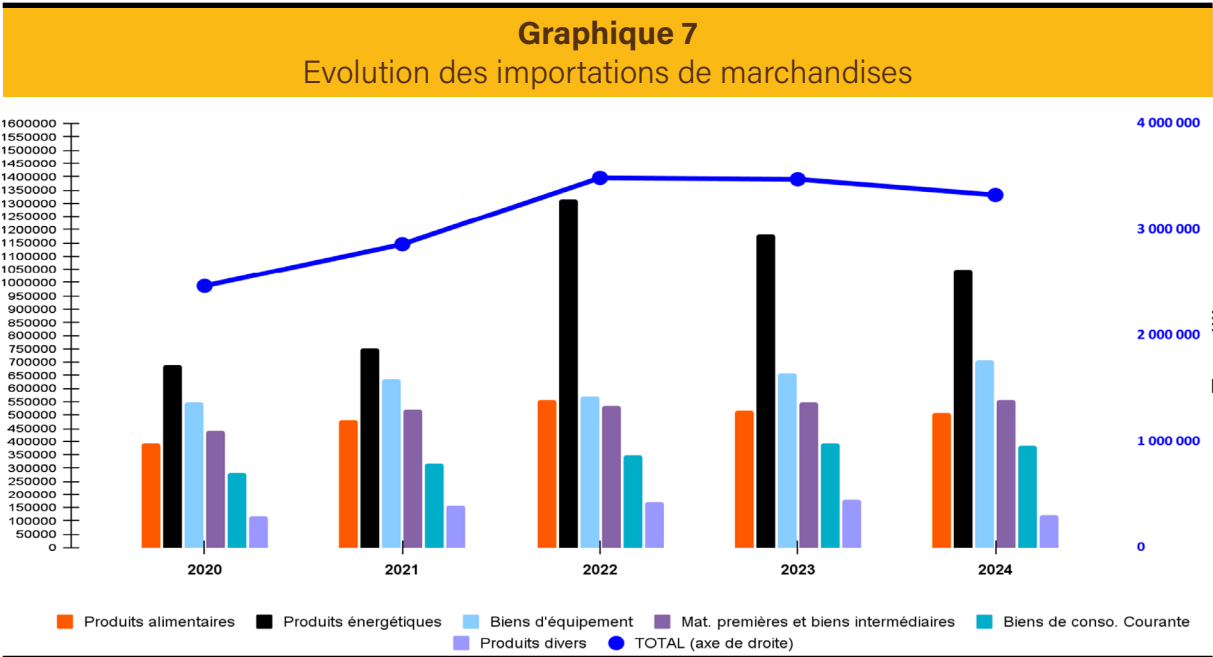
Tableau 10 : Évolution des importations (en valeur FOB)

(En millions sauf indication contraire)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Produits alimentaires	393 572,42	479 245,3	556 741,0	514 522,1	509 357,7
part en %	15,9	16,7	16,0	14,8	15,3
Produits énergétiques	687 954,86	750 553,5	1 313 882,7	1 182 716,8	1 049 233,0
part en %	27,9	26,2	37,7	34,0	31,5
Biens d'équipement	549 476	635 703,0	569 878,1	659 160,2	709 202,6
part en %	22,3	22,2	16,3	19,0	21,3
Mat. premières et biens intermédiaires	439 705	521 459,5	532 801,1	546 236,9	555 564,3
part en %	17,8	18,2	15,3	15,7	16,7
dont ciment	121 712	116 227,0	129 775,2	153 782,0	178 477,4
Biens de conso. Courante	282 344	318 181,5	346 261,6	392 731,0	382 411,4
part en %	11,4	11,1	9,9	11,3	11,5
Produits divers	116 225,75	157 934,2	168 747,1	180 008,3	122 845,9
part en %	4,7	5,5	4,8	5,2	3,7
TOTAL	2 469 278	2 863 077,1	3 488 311,7	3 475 375,3	3 328 615,0

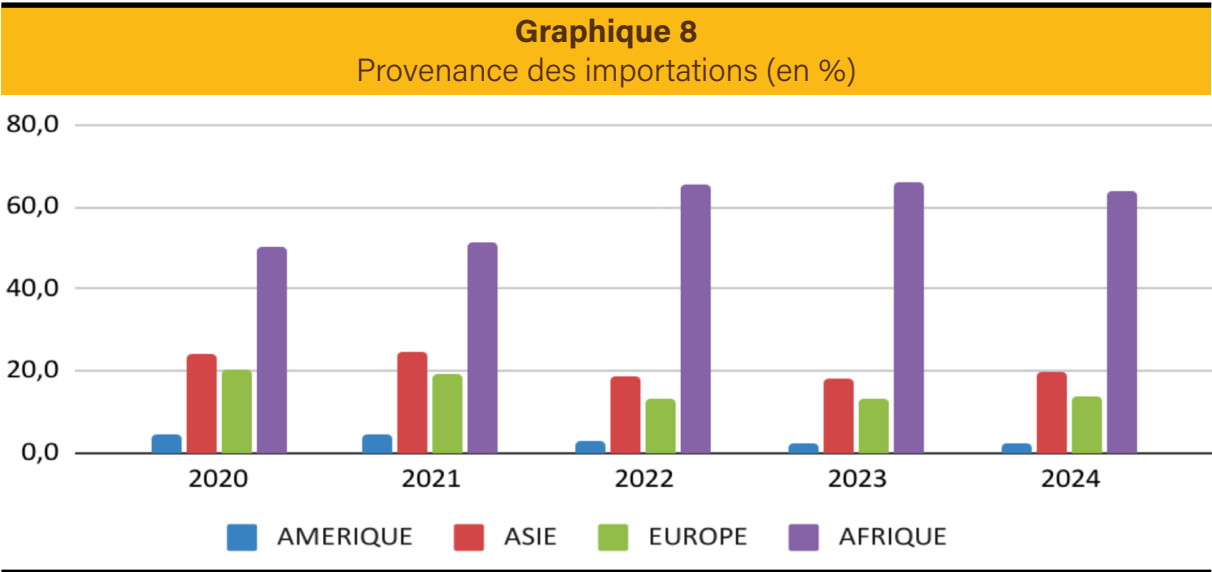
Sources : BCEAO, INSTAT.

Le graphique ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits importés entre 2020 et 2024.



Sources : BCEAO, INSTAT

1.1.2.3 Orientation géographique des importations de biens



La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 63,8%, correspondant à un montant de 2.589,8 milliards (en valeur CAF) contre 2.788,7 milliards (65,8%) en 2023

Le continent africain a maintenu sa place de principal fournisseur du Mali, suivi de l'Asie et de l'Europe. La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 63,8%, correspondant à un montant de 2.589,8 milliards (en valeur CAF) contre 2.788,7 milliards (65,8%) en 2023, marquant ainsi une baisse de 2,0 points de pourcentage, au profit de l'Asie et de l'Europe. Le continent africain a fourni le Mali en produits alimentaires, produits pétroliers et matériaux de construction.

S'agissant du continent asiatique, sa part a progressé de 1,4 point de pourcentage, en ressortant à 19,2%, pour un montant de 780,6 milliards. Ce continent, à travers la Chine, l'Inde, le Japon et les Émirats Arabes-Unis, a fourni le Mali en céréales, biens d'équipement et de consommation. Quant à la part du continent américain, elle est de 2,4%, soit le même niveau qu'en 2023.

L'Europe a absorbé 14,1% des importations du Mali en 2024 (571,0 milliards), soit 0,6 point de pourcentage de plus que l'année précédente. La part de la France dans le total des importations en provenance d'Europe s'est située à 27,4% en 2024, après 28,6% en 2023.

Le tableau A6 en annexe retrace la répartition géographique détaillée des importations.

Importations intra-UEMOA

Sur la base des données réconciliées, la part des pays de l'Union dans les importations CAF (soit 92,1% des importations en provenance de l'Afrique) est ressortie à 58,8% (2.385,0 milliards) en 2024 contre 60,1% (2.548,9 milliards) en 2023, en baisse de 164,0 milliards de FCFA ou 6,4%. Les importations communautaires du Mali mettent en évidence la Côte d'Ivoire et le Sénégal comme principaux fournisseurs. Les parts respectives de ces deux pays dans les importations communautaires du Mali sont de 47,9% et 41,6% en 2024, après 45,1% et 40,0% en 2023.

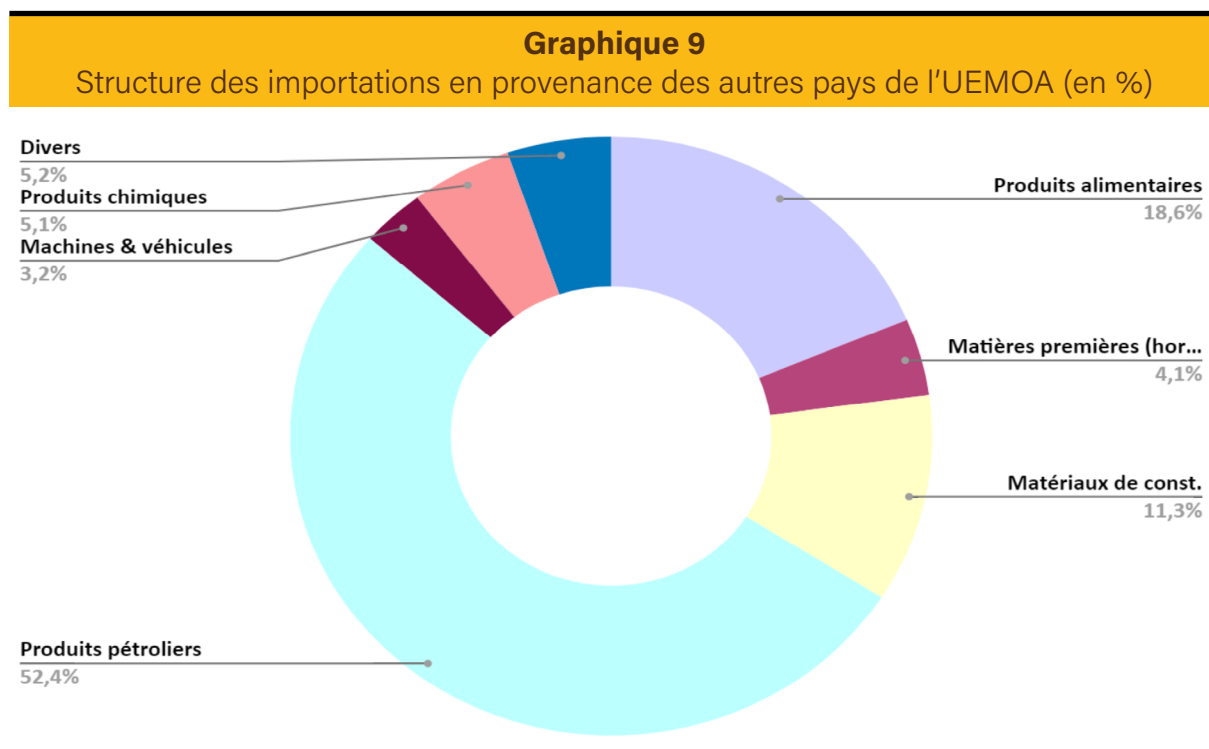
Les importations en provenance des pays de l'UEMOA restent dominées par les produits pétroliers. En effet, celles-ci sont ressorties à 1.249,8 milliards de FCFA en 2024, soit 52,4%. Ces produits proviennent pour l'essentiel de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, avec des parts respectives de 48,6% chacune des importations communautaires de produits pétroliers.

Les importations intra-UEMOA portent également sur les matériaux de construction et les produits alimentaires. Ces produits ont représenté respectivement 11,3% et 18,6% du total des importations en provenance de l'Union.

Pour ces différents produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali.

En effet, ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 97,7%, en matériaux de construction et biens intermédiaires pour 54,2% et en produits alimentaires pour 71,6%.

Le graphique qui suit présente la structure par produit des importations en 2024 en provenance des autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO, INSTAT

Le tableau A8 en annexe présente les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2024.



I.2. Balance des services

le déficit de la balance des services s'est replié de 338,6 milliards (-31,2%) en se chiffrant à 777,1 milliards



Au cours de la période sous-revue, le déficit de la balance des services s'est replié de 338,6 milliards (-31,2%) en se chiffrant à 777,1 milliards, sous l'effet de la baisse des services militaires, induite par le retrait des troupes de la Minusma dont les activités expliquaient environ 20% des importations de services (au niveau des biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs). Cette situation a été aggravée par le recul du fret, découlant de la diminution des importations de biens, ainsi que par la baisse du transport de passagers, suite à la suspension de la principale liaison aérienne entre le Mali et la France. Par ailleurs, la baisse du déficit a été accentuée par la hausse de 8,7% des exportations de services de voyage et de transport et financiers.

Tableau 11 : Balance des services

(en millions)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations de services	231 100	290 102	298 546	288 041	313 090
Importations de services	1 179 432	1 349 278	1 465 344	1 416 976	1 090 147
Balance des services	-948 333	-1 059 176	-1 166 797	-1 128 935	-777 057

Source : BCEAO

Le déficit de la balance des services découle, pour l'essentiel, des transports et des « autres services », notamment les services liés aux travaux de construction, les autres services aux entreprises ainsi que les « biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs ». Cette situation est

liée à l'insuffisance de l'offre de services techniques et spécialisés par les résidents.

Le tableau et le graphique qui suivent montrent l'évolution des services sur les cinq dernières années.

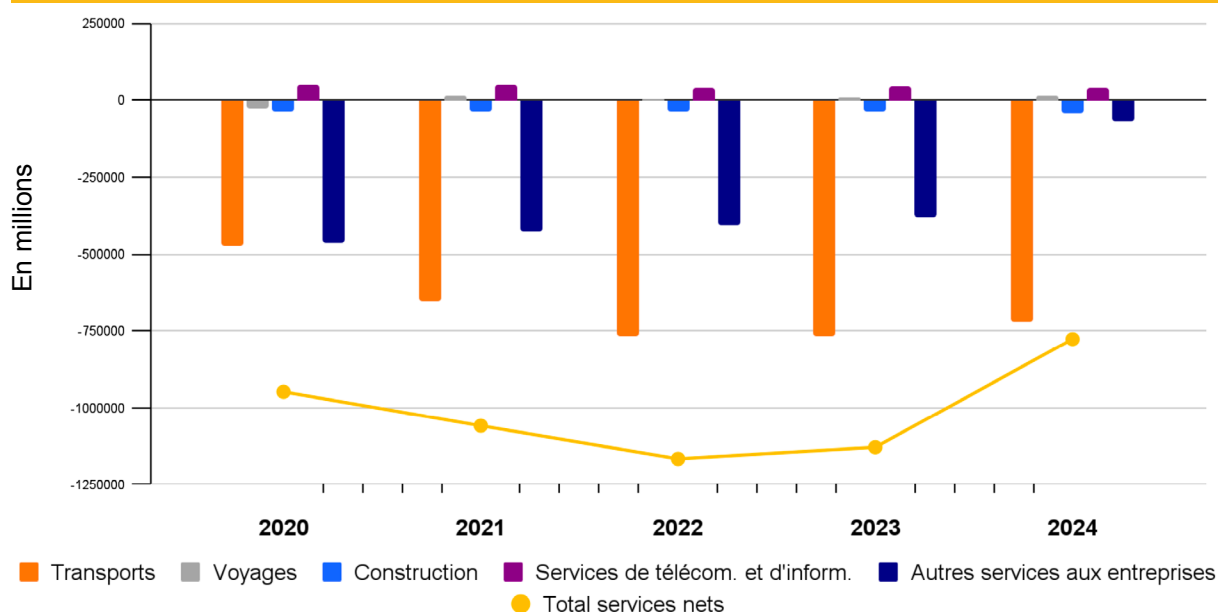
Tableau 12 : Evolution de la balance des services

(en millions)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Transports	-475 159	-655 429	-769 530	-768 130	-722 860
Dont fret	-455 082	-610 273	-729 854	-731 697	-699 050
Voyages	-25 153	14 671	4 931	11 317	14 289
Autres services	-448 021	-418 418	-402 199	-372 121	-68 485
Total services nets	-948 333	-1 059 176	-1 166 797	-1 128 935	-777 056

Source : BCEAO

Graphique 10
Evolution de la balance des services



Source : BCEAO

1.2.1 Exportations de services

Les flux créditeurs du poste «voyages» se sont élevés à 103,1 milliards, en hausse de 5,1% par rapport à leur niveau de 2023

Les exportations de services se sont établies à 313,1 milliards en 2024, après 288,0 milliards en 2023, soit une hausse de 8,7%. L'analyse de l'évolution des exportations de services met en exergue la prédominance des postes « voyages » et « services de télécommunication ». Les flux créditeurs du poste « voyages » se sont élevés à 103,1 milliards, en hausse de 5,1% par rapport à leur niveau de 2023, du fait de la hausse du nombre de visiteurs internationaux, qui est passé de 156.322 en 2023 à 164.314 en 2024. Les voyageurs sont constitués, pour une grande part, de maliens résidant à l'étranger ainsi que de professionnels dans le cadre des missions.

Les flux de voyages en provenance des autres pays de l'UEMOA ont augmenté de 15,5%, par rapport à l'année 2023. Le Sénégal est le premier pays de provenance des visiteurs de l'Union (28,9%), suivie de la Côte d'Ivoire (28,6% des flux) et du Burkina Faso (14,6%).

Concernant les services de télécommunication et d'information reçus, ils ont baissé de 5,1% en 2024 en ressortant à 104,4 milliards, en raison du ralentissement de l'activité de la téléphonie mobile et des services connexes. Il s'agit essentiellement des recettes de roaming et d'interconnexion.

Les exportations de services de transport, pour leur composante transport aérien de passagers, ont enregistré des flux de 7,1 milliards, imputables à l'affrètement de compagnies locales par des non-résidents.

Les flux de biens et services reçus par les administrations publiques ont légèrement baissé sur la période, en ressortant à 48,4 milliards en 2024 contre 49,8 milliards en 2023. Il s'agit des transactions des organismes publics non-résidents et des missions internationales (hors Minusma).

1.2.2 Importations de services

Le montant du fret payé aux non-résidents s'est élevé à 710,4 milliards en 2024, après 741,7 milliards en 2023

Les importations de services se sont repliées de 23,1% en 2024, en s'établissant à 1.090,1 milliards, après 1.417,0 milliards en 2023, en liaison essentiellement avec des services extérieurs reçus dans le cadre des missions militaires ressortis nuls en 2024, alors qu'ils avaient atteint 292,5 milliards en 2023.

Les transports, composés notamment du fret, constituent le poste qui contribue le plus au déficit des services, en raison de l'importance des importations de biens. Le montant du fret payé aux non-résidents s'est élevé 710,4 milliards en 2024, après 741,7 milliards en 2023. Les flux de transport de passagers ont enregistré une baisse de 12,0 milliards (-26,9%), avec le lancement d'une compagnie locale, en s'établissant à 32,5 milliards en 2024, après 44,4 milliards en 2023. Le Burkina a été la destination privilégiée des maliens avec 34,0% des flux

de l'Union, suivi de la Côte d'Ivoire (27,9%) et du Sénégal (14,5%).

Les services de voyage constituent également une part importante des flux débiteurs de services (8,2% en 2024), avec un montant de 88,8 milliards, soit une hausse de 2,3% sur la période. Les dépenses de voyages en direction des autres pays de l'UEMOA se sont chiffrées à 46,6 milliards (52,5% du total des voyages), après 41,2 milliards en 2023, marquant ainsi une hausse de 13,1%.

Les importations de services de télécommunication sont restées stables par rapport à l'année 2023 et celles des autres services aux entreprises ont affiché une baisse de 8,0%. Cette évolution résulte du repli des prestations de services étrangers reçues par les opérateurs évoluant dans le secteur des mines.



1.3 Compte de revenu primaire

En 2024, le solde du compte de revenu primaire est ressorti déficitaire de 452,8 milliards, après un déficit de 561,2 milliards l'année précédente, en amélioration de 108,4 milliards de FCFA (-19,3%).

Le compte de revenu primaire enregistre les rémunérations des salariés, les revenus d'investissement ainsi que les autres revenus primaires (loyers, impôts, etc). En 2024, le solde du compte de revenu primaire est ressorti déficitaire de 452,8 milliards, après un déficit de 561,2 milliards l'année précédente, en amélioration de 108,4 milliards de FCFA (-19,3%).

Le poste « rémunération des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de 11,8 milliards, après 15,9 milliards en 2023, soit une baisse de 25,8% consécutive à celle de la masse salariale des représentations diplomatiques, notamment la Minusma dont les activités ont pris fin en décembre 2023. Les flux créditeurs de rémunération des salariés sont évalués à 46,6 milliards en 2024, après 50,5 milliards en 2023. S'agissant des flux débiteurs, ils se sont inscrits à 34,8 milliards en 2024, en hausse de 0,5% par rapport à 2023.

Le déficit des revenus des investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est replié de 112,4 milliards en 2024, avec un solde de -462,1 milliards contre -574,5 milliards en 2023. Cette amélioration de 19,6% s'explique essentiellement par la baisse des flux débiteurs des revenus des investis-

seurs directs qui constituent 68,3% de ce poste en 2024, avec un montant net de 367,5 milliards (dont 188,8 milliards de dividendes distribués). Ces revenus d'investissements relèvent essentiellement des investisseurs des secteurs des télécommunications, aurifère, bancaire ainsi que de la construction, principales activités rentables de l'économie malienne.

Les résidents ont reçu 49,0 milliards de revenus d'investissements de portefeuille en 2024 constitués essentiellement d'intérêts sur les titres de créances acquis par les banques, contre 46,9 milliards en 2023. Les flux débiteurs correspondant aux revenus payés aux non-résidents, pour leur part, ont atteint 104,4 milliards dont 103,6 milliards d'intérêts payés au titre des bons et obligations émis par le Trésor et des emprunts des autres secteurs.

Les paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure se sont établis à 40,1 milliards après 27,8 milliards en 2023. Ces paiements sont essentiellement effectués en faveur de la Banque mondiale (30,2%), du FMI (17,5%), de la BAD (11,1%), de la BOAD (12,7%), de la BID (3,7%), de la Chine (7%), d'Abu Dhabi (4,8%), de l'AFD (3,7%), de l'Inde (1,8%), du FSAD (1,3%) et du Koweït (1,2%).

Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire

(en millions)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Rémunération des salariés	14 657	16 729	19 734	15 877	11 785
Revenus des investissements	-443 769	-477 077	-511 687	-574 494	-462 101
Revenus des investissements directs	-408 424	-423 954	-442 064	-500 787	-346 608
Revenus des investissements de portefeuille	-595	-11 825	-24 524	-18 292	-55 549
Revenus des autres investissements	-34 749	-41 299	-45 099	-55 415	-59 944
dont intérêts sur dette publique extérieure	-33 400	-33 034	-40 500	-27 773	-40 094
Revenus des avoirs de réserve	0				
Autres revenus primaires	3 884	3 870	3 870	-2 567	-2 490
TOTAL DES REVENUS	-425 228	-456 478	-488 084	-561 185	-452 806

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE)

1.4. Compte de revenu secondaire

Le solde du compte de revenu secondaire s'est dégradé de 224,1 milliards (-29,5%) en 2024, en lien essentiellement avec la baisse des transferts courants en faveur de l'administration (coopération internationale courante), atténuée par l'augmentation des trans-

ferts en faveur des autres secteurs (envois de fonds des travailleurs reçus).

L'évolution du revenu secondaire entre 2020 et 2024 est retracée dans le tableau qui suit.

Tableau 14 : Évolution du compte de revenu secondaire

(en millions)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Administration publique	372 842	336 304	304 926	257 745	26 475
dont aide budgétaire	35 600	17 400	6 300	4 472	0
Autres secteurs	492 073	534 250	564 351	500 878	508 083
dont envois de fonds des travailleurs (net)	441 057	480 376	526 888	454 236	475 020
fonds reçus (crédit)	534 970	586 097	639 715	583 458	601 567
fonds émis (débit)	-93 913	-105 720	-112 828	-129 223	-126 548
REVENU SECONDAIRE NET	864 915	870 554	869 278	758 622	534 558

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE)

Les flux créditeurs des envois de fonds des travailleurs migrants se sont établis à 601,6 milliards, après 583,5 milliards pour l'année 2023

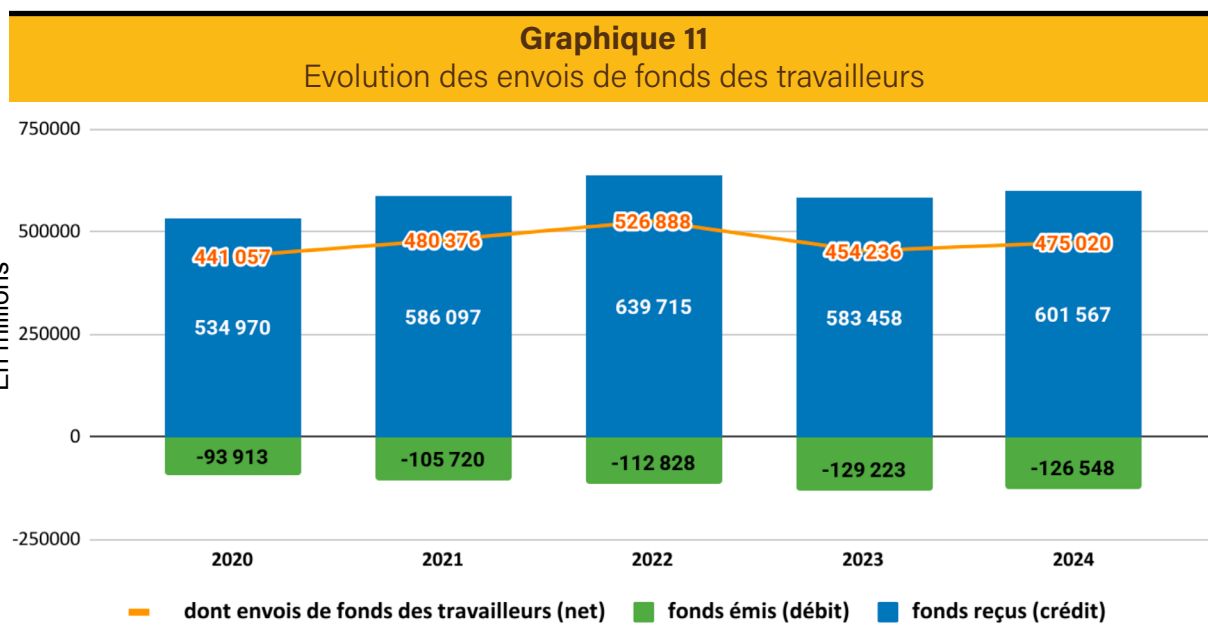
Le revenu secondaire net de l'administration publique s'est élevé à 26,5 milliards, marquant ainsi une diminution significative par rapport aux 257,7 milliards de l'année précédente, principalement due à la fin des missions d'assistance militaire de la Minusma. Les flux créditeurs de l'administration publique ont atteint 29,8 milliards, représentant les fonds obtenus grâce à la coopération internationale. Par ailleurs, les autres fonds destinés à l'appui budgétaire global de l'administration publique ont été nuls, comparativement aux 4,5 milliards enregistrés en 2023.

Au niveau des flux de revenu secondaire en faveur des autres secteurs de l'économie (sociétés,

ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages), les flux nets sont ressortis à 508,1 milliards en 2024, en augmentation de 7,2 milliards ou 1,4% par rapport à leur niveau de 2023. Cette évolution découle de la hausse de 4,6% des flux nets des envois de fonds des travailleurs migrants qui sont ressortis à 475,0 milliards en 2024. Les flux créditeurs se sont établis à 601,6 milliards, après 583,5 milliards pour l'année 2023, soit une baisse de 3,1%, en lien avec celle des transferts rapides en provenance de l'Europe. Une proportion de 28,7% de ce montant provient des autres pays de l'UEMOA, 43,3% des pays de la Zone euro et 27,9% du reste du monde. Au sein

**28,7% de
ce montant
provient des
autres pays de
l'UEMOA**

de l'UEMOA, ce sont les travailleurs migrants résidant en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Burkina Faso qui envoient le plus de fonds avec respectivement 62,6%, 12,6% et 13,7% des montants en provenance de l'UEMOA. Au sein de la Zone euro, la France et l'Espagne prédominent, alors qu'au niveau des autres pays, la République du Congo, le Gabon et les Etats-Unis constituent les principales sources.



Source : BCEAO





2. COMPTE DE CAPITAL



Au terme de l'année 2024, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux cessions d'actifs non financiers non produits, aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, est ressorti

à 131,4 milliards, marquant ainsi une progression de 66,7 milliards (102,9%) par rapport à son niveau de 2023. Cette amélioration découle essentiellement du poste acquisition ou cessions d'actifs.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

(en millions)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-2 686	-1 929	-2 111	-4 913	75 282
Transferts de capital	129 166	78 544	79 376	69 681	56 142
Administrations publiques	97 800	57 790	47 816	46 323	16 528
dont remises de dettes (PPTE)	20 000	8 789	9 257	5 192	5 305
Autres secteurs	31 366	21 361	31 560	23 358	39 614
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	126 480	76 615,39	77 265,10	64 767,86	131 424,13

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE)

2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits au Mali sont ressorties, en montant net, à **+75,3 milliards**, après -4,9 milliards en 2023, impacté par le renouvellement de la licence téléphonique d'un opérateur pour un montant de 80 milliards.

2.2 Transferts en capital



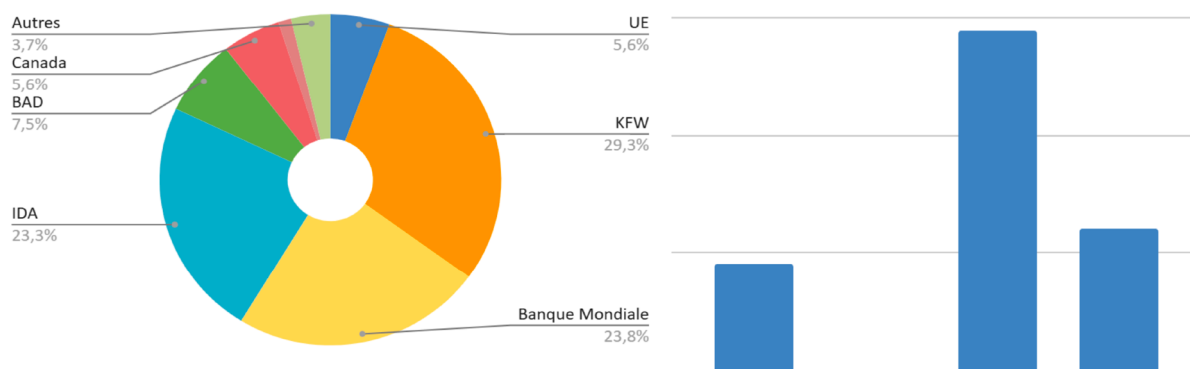
Les dons projets, y compris sectoriels, (hors remise de dettes) se sont établis à 11,2 milliards en 2024, après 41,1 milliards en 2023, soit une baisse de 72,7%.

Les transferts en capital correspondent aux projets financés par les partenaires techniques et financiers du Mali dans différents secteurs. Les flux de transferts de capital sont ressortis à 56,1 milliards en 2024, après 69,7 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 19,4%. Les dons projets, y compris sectoriels, (hors remise de dettes) se sont établis à 11,2 milliards en 2024, après 41,1 milliards en 2023, soit une baisse de 72,7%. Les appuis budgétaires sectoriels sont ressortis nuls sur la période, contre un montant de 8,0 milliards en 2023. Quant aux dons projets, qui correspondent aux subventions accordées par les partenaires techniques et financiers dans le cadre du programme triennal d'investissement, ils proviennent essentiellement de la Banque mondiale (47,1%), de la KFW (29,3%), de la Banque africaine de développement (7,5%), du Canada (5,6%) et du Fond-Vert (1,2%). Ces appuis financiers sont essentiellement destinés aux secteurs secondaire (24,2%), à l'agriculture (57,9%) et au secteur des ressources humaines (planification/décentralisation/éducation) (18,0%). La remise de dette au titre de l'initiative PPTE s'est élevée à 5,3 milliards.

Les transferts de capital des autres secteurs se sont élevés à 39,6 milliards, après 23,4 milliards en 2023. Ces appuis correspondent aux transferts effectués par certains organismes internationaux ou organisations non gouvernementales en faveur des «Institutions sans but lucratif au service de ménages». Cette évolution à la hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des subventions accordées aux ONG par leur siège social international.

Graphique 12

Répartition des dons projets par bailleur et par secteur bénéficiaire (en%)



Source : BCEAO



March April May June July August September October November December



The background is a solid yellow color. On the left side, there is a vertical stack of gold coins. In the center, there is a large white number '3' with a small dot to its right. Below the number, the text 'COMPTE FINANCIER' is written in white capital letters. In the background, there are faint, semi-transparent images of financial charts. One chart is a bar graph with the x-axis labeled with months from January to August and the y-axis with values from 0 to 120,000. Another chart is a line graph with the y-axis labeled from 0 to 200 and the x-axis with labels like 'January', 'February', 'March', 'April', 'May', 'June', 'July', 'August', 'September', 'October', 'November', 'December'. A black pen is also visible in the background, lying diagonally across the lower right area.

3.

COMPTE FINANCIER

Le compte financier, selon l'optique analytique de la BCEAO, retrace les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, issus des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres investissements. Un solde négatif traduit une entrée nette de capitaux et un solde positif reflète une sortie nette de capitaux. Au terme de l'année 2024, les flux d'opérations financières ont enregistré des entrées nettes de 907,5 milliards, après 368,7 milliards en 2023, hausse imputable aux investissements directs étrangers et aux autres investissements. Ce solde correspond à -90,0 milliards de flux d'acquisitions nettes d'actifs financiers et 817,5 milliards d'accroissement net des passifs au titre de l'année 2024.

Tableau 16 : Évolution du compte financier

(en millions)					
RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Investissements directs	-308 340	-323 884	-419 064	-408 158	-511 129
Investissements de portefeuille	-191 213	-392 940	-121 733	-108 860	-26 652
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	-10 753	58 945	139 461	148 323	-369 732
SOLDE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	-510 306	-657 879	-401 336	-368 695	-907 513

Sources : BCEAO, DNTCP

3.1 Investissements directs

L'acquisition net d'actifs financiers au titre des investissements directs s'est établie à 47,3 milliards, en hausse de 26,5 milliards par rapport à l'année précédente. Cette évolution s'explique par celle des titres de participations ressortis à 29,3 milliards, après 6,1 milliards en 2023, accentuée par la hausse de 3,3 milliards des bénéfices réinvestis, qui se sont établis à 15,4 milliards durant la période sous revue. Les secteurs de l'Hôtellerie et de la finance, à travers leurs investissements dans les autres pays de l'UEMOA, sont les principaux détenteurs des participations au titre des actifs financiers.

L'accroissement net du passif au titre des investissements directs a été de 558,5 milliards (426,2 milliards en 2023), qui se décompose en titres de participations et bénéfices réinvestis pour 385,4 milliards et en instruments de dette (emprunts auprès des investisseurs directs) pour 173,1 milliards. La hausse de 31,0% des flux d'investissements directs reçus s'explique par les nombreuses opérations d'emprunts des sociétés minières auprès de leurs maisons mères et par l'accroissement des réserves et report à nouveau au niveau des capitaux propres. Ces entrées de capitaux ont été atténuées par la baisse des réinvestissements des bénéfices, consécutive à

celle des revenus d'investissement dans le secteur minier. Aussi bien pour les participations que pour les instruments de dette, la quasi-totalité des investissements et des remboursements provient des entreprises d'investissement direct. La répartition sectorielle des investissements, au titre des participations (y compris le réinvestissement de bénéfices), montre que le secteur minier a contribué à hauteur de 61,2% à l'augmentation des investissements directs, **le secteur de l'intermédiation financière pour 11,5% et la télécommunication pour (14,9%)**. Les principaux pays d'origine de ces investissements sont le Canada, le Royaume-Uni, l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Ghana, les Îles Vierges britanniques et l'Île Maurice.

Les flux d'investissements directs étrangers entrants, en provenance des pays de la zone UEMOA, se sont établis à 81,4 milliards en 2024 (14,6% des IDE), contre 46,2 milliards (14,6% des IDE) en 2023, soit une hausse de 35,2 milliards, en raison des hausses enregistrées dans les secteurs de la télécommunication et des banques. Durant la période sous revue, l'essentiel des flux entrants des économies de l'UEMOA provient du Sénégal (75,5%), de la Côte d'Ivoire (19,3%) et du Togo (2,7%).

En ce qui concerne les remboursements d'emprunts auprès des investisseurs directs, ils sont à destination du Canada et de

la Mauritanie, provenant du secteur minier et des commerces de gros et détail.

3.2 Investissements de portefeuille

Le solde net des investissements de portefeuille (hors autres institutions de dépôts) s'est établi à -26,7 milliards en 2024, après -108,9 milliards en 2023.

Les transactions au niveau de ce poste ont concerné essentiellement les opérations du Trésor sur le marché des titres publics (émissions d'obligations et de bons du Trésor). En effet, les flux nets (émissions nettes de remboursements) mobilisés par l'Administration publique sont passés de 108,7 milliards en 2023 à 29,4 milliards en 2024.

A fin 2024, le montant des encours vis-à-vis des non-résidents s'est établi à **1.567,1 milliards (après 1.537,7 milliards à fin 2023), avec 62,1 milliards pour les bons et 1.505,0 milliards pour les obligations**

du Trésor. Les trente (30) émissions réalisées au cours de l'année sur le marché financier régional ont permis de mobiliser 233,8 milliards (31,5% du total) auprès des investisseurs des autres pays¹, correspondant à 162,1 milliards de bons du Trésor et 71,7 milliards d'obligations du Trésor.

Concernant les titres de participation et parts dans les fonds de placement, ils ont enregistré une baisse de 1,3 milliard au titre des engagements nets et une hausse de 2,6 milliards au titre des acquisitions nettes, correspondant essentiellement aux transactions des autres secteurs notamment les sociétés non financières, les ménages et les ISBLSM.

3.3 Dérivés financiers

A l'instar des années précédentes, il n'y a pas eu de transactions relatives aux dérivés financiers.

3.4 Autres investissements

Le solde de ce compte, qui recense principalement les transactions sur les numéraires et les dépôts, les crédits commerciaux, les prêts et les autres comptes à recevoir et/ou à payer est ressorti à -369,7 milliards, qui se décline en baisse nette de créances de 139,5 milliards (57,9 milliards en 2023) et en accroissement net des engagements de 230,2 milliards (90,4 milliards en 2023).

La baisse des créances est imputable aux autres secteurs (sociétés non financières, ménages et ISBLSM), dont les dépôts et avoirs en devises à l'étranger, les crédits commerciaux et les autres comptes à recevoir sont ressortis en baisse, respectivement de 53,7 milliards, de 46,5 milliards et de 39,5 milliards en 2024.

Les engagements des autres secteurs, qui se sont inscrits à +305,9 milliards en 2024, ont enregistré **un accroissement net de 98,0 milliards des prêts, de 151,0 mil-**

liards des crédits commerciaux et de 56,9 milliards des autres comptes à payer.

Au niveau de l'Administration publique, les engagements nets sont ressortis à -75,7 milliards après -16,5 milliards en 2023. En effet, il a été enregistré 14,7 milliards de tirages de prêts et 90,4 milliards d'amortissements hors réduction d'arriérés (après 72,9 et 89,4 milliards respectivement en 2023) au cours de l'année, d'où un montant net de prêts négatifs.

Par ailleurs, l'année 2024 a été marquée par une accumulation d'arriérés de paiement sur la dette extérieure s'élevant à 69,7 milliards, dont 55,5 milliards représentent le principal et 14,2 milliards les intérêts. Les décaissements de prêts émanent essentiellement de la Banque Mondiale (61,9%), de la Banque Ouest Africaine de Développement (27,8%), de la Banque Islamique de Développement (6,3%) et du Fonds Africain de Développement (3,8%).

¹ Le montant total des émissions (Mali compris) est de 975,6 milliards en 2024.



4

4. CAPITAUX MONÉTAIRES



4.1 Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de l'Institut d'émission ont augmenté de 118,3 milliards

Les actifs extérieurs nets de l'Institut d'émission ont augmenté de 118,3 milliards sur la période, après une diminution de 318,3 milliards en 2023. Cette évolution est imputable essentiellement à la diminution de ses engagements bruts sur l'extérieur de 284,2 milliards, induite par les « Autres engagements extérieurs » (-263,0 milliards), dont les « Autres comptes à payer » pour -267,7 milliards, et par les « Recours aux crédits du Fonds » (-21,1 milliards).

Il est à noter que cette rubrique est composée, pour une large part, des

créances sur les autres pays de l'Union et des transferts en cours d'encaissement.

Quant aux créances extérieures, elles ont diminué de 165,9 milliards, après une progression de 140,5 milliards enregistrée en 2023. Cette baisse est induite par celle des « Autres actifs extérieurs » (-147,1 milliards) et des « Avoirs en DTS » (-23,8 milliards). Il est à noter que cette rubrique est composée, pour une large part, des créances sur les autres pays de l'Union et des transferts en cours d'encaissement.

Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
AVOIRS	908 654	1 224 778	646 299	468 499	302 628
Avoirs officiels de réserve	277 193	481 916	259 494	231 946	213 138
dont DTS détenus	256 694	446 470	226 928	200 146	176 364
Autres actifs extérieurs	631 461	742 862	386 804	236 553	89 491
ENGAGEMENTS	426 729	699 611	637 836	778 348	494 195
Recours aux crédits du Fonds	297 550	331 162	322 799	292 591	271 451
Autres engagements extérieurs	129 180	368 449	315 038	485 757	222 744
AVOIRS NETS	481 924	525 167	8 462	-309 849	-191 567

Source : BCEAO

4.2 Actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts

Les actifs extérieurs nets des banques sont ressortis en hausse de 221,0 milliards

Les actifs extérieurs nets des banques sont ressortis en hausse de 221,0 milliards, après une dégradation de 236,1 milliards enregistrée en 2023, en liaison avec la baisse des engagements extérieurs (-204,9 milliards) qui a été accentuée par l'augmentation des créances extérieures (+16,1 milliards).

En effet, les engagements extérieurs ont diminué de 204,9 milliards, à la faveur de la baisse des crédits

(-152,0 milliards) et des dépôts des non-résidents dans les banques (-53,7 milliards).

La hausse de 16,1 milliards des créances extérieures des autres institutions de dépôts est imputable à celle de 16,3 milliards des dépôts des non-résidents dans les banques et de 23,8 milliards des crédits, atténuée par la baisse de 32,5 milliards des titres autres que les actions, avec un stock de 781,5 milliards.

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

(en millions)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Avoirs	1 035 723	1 111 612	1 204 569	1 129 213	1 145 301
dont dépôts	150 749	93 296	122 000	111 899	128 237
dont banques et correspondants					
dont crédits				147 787	171 634
Engagements	488 712	665 630	704 616	865 319	660 454
dont dépôts	277 153	349 452	385 796	479 946	426 266
dont banques et correspondants					
Moyen et long termes					
Court terme					
dont crédits	211 030	315 392	314 394	384 963	232 927
POSITION MONÉTAIRE EXTÉRIEURE	547 011	445 982	499 953	263 894	484 847

Source : BCEAO

4.3 Actifs extérieurs nets des Institutions de dépôts

Les besoins de financement dégagés au niveau des opérations courantes et en capital ont été couverts par les transactions financières. Cette situation s’est traduite par un solde global excédentaire de la balance des paiements de 347,5 milliards en 2024, après le déficit de 555,3 milliards enregistré en 2023. Cet excédent du solde global est imputable, en premier lieu, à l’amélioration du déficit du compte des transactions courantes, en lien avec la baisse des importations et celle des revenus des investissements consécutif à la contre performance du secteur minier. En second lieu, à l’accroissement de l’excédent du compte de capital, des investissements directs étrangers entrants au titre des instruments de dettes et des autres investissements pour la composante crédit commercial des autres secteurs.

Le tableau, ci-après, retrace l’évolution des avoirs extérieurs nets entre 2020 et 2024.

Tableau 19 : Evolution des actifs extérieurs nets des Institutions de dépôts

(en millions)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Variation AEN banques de dépôts	257 164	-101 029	53 971	-236 059	220 953
Variation AEN Banque centrale	193 630	43 243	-516 705	-318 311	118 282
Variation des AEN totaux	450 794	-57 786	-462 734	-554 370	339 235
SOLDE GLOBAL BDP	450 794	-57 786	-462 734	-555 325	347 461
Réévaluation				955	-8 226

Source : BCEAO



5.

POSITION EXTÉRIÈRE GLOBALE



5.1 Evolution de la position extérieure globale nette

La PEG s'est élevée à -9.719,7 milliards, soit une détérioration de 568,3 milliards par rapport à son niveau de 2023.

La position extérieure globale (PEG) correspond au stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les droits de tirage spéciaux (DTS).

Au titre de l'année 2024, la PEG s'est élevée à -9.719,7 milliards, soit une détérioration de 568,3 milliards par rapport à son niveau de 2023. Cette évolution résulte d'une augmentation importante du stock des passifs financiers, concomitamment à la baisse des actifs financiers au cours de la période. En effet, le stock des actifs financiers a affiché un montant de 1.607,8 milliards en 2024, en baisse de 239,8 milliards ou 13,0%. Cette évolution résulte de la diminution des actifs au titre des investissements de portefeuille, des autres investissements et des avoirs de ré-

serve qui ont affiché des baisses respectives de 2,8%,

22,5% et 35,4%, atténuées par la hausse de 55,5% des investissements directs étrangers. Au titre des avoirs de réserve, le stock détenu est passé de 468,5 milliards à 302,6 milliards.

Hausse de 328,5 milliards ou 3,0% par rapport à son niveau de 2023.

Quant au stock des passifs, il s'est établi à 11.327,5 milliards, en hausse de 328,5 milliards ou 3,0% par rapport à son niveau de 2023. Cette évolution est en liaison essentiellement avec l'accroissement des passifs au titre des investissements directs pour 558,5 milliards (14,7%) et des crédits commerciaux, qui ont marqué une progression de 151,0 milliards (122,5%).

Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette¹

(en millions)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	1 847 552	5 813	1 607 797
1	Investissements directs	85 310	0	132 651
2	Investissements de portefeuille	863 393	0	839 161
3	Dérivés financiers			0
4	Autres investissements	430 349	0	333 358
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	244 976	0	208 871
4.3	Prêts	147 787	0	171 634
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.			
4.5	Crédits commerciaux	22 482	0	-24 001
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	15 104	0	-23 146
5	Avoirs de réserves	468 500	5 813	302 628
5.1	Or monétaire			
5.2	Droits de tirage spéciaux	200 146	5 030	176 364
5.3	Position de réserve au FMI	25 881	782	29 963
5.4	Autres avoirs de réserve	242 473	0	96 302
B	Stocks de passifs financiers	10 998 990	14 039	11 327 515
1	Investissements directs	3 794 581	0	4 353 051
2	Investissements de portefeuille	1 539 817	0	1 568 703
3	Dérivés financiers			
4	Autres investissements	5 664 593	14 039	5 405 761
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	483 477	0	428 236
4.3	Prêts	4 566 736	7 742	4 415 821
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0	0	0
4.5	Crédits commerciaux	123 284	0	274 261
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	276 627	0	66 677
4.7	Droits de tirage spéciaux	214 469	6 297	220 766
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-9 151 439	-8 227	-9 719 717

Source : BCEAO

¹ Les autres flux représentent des variations d'actifs et de passifs financiers dues à des causes autres que les transactions entre résidents et non-résidents (réévaluations dues aux variations des taux de change et autres variations de prix).

5.2 Structure géographique de la position extérieure globale

La répartition géographique de la PEG montre une prééminence des transactions financières avec les autres pays en comparaison avec celles des pays de l'UEMOA et de la Zone euro. Les pays hors UEMOA et hors Zone euro sont détenteurs de 70,1% du stock d'engagements étrangers du Mali, contre 25,9% pour les pays de l'UE-

MOA et 4,0% pour les pays de la Zone euro.

Au niveau des actifs financiers détenus auprès des non-résidents, les pays hors UEMOA et hors Zone euro représentent 11,6% des avoirs, contre 84,9% pour les pays de l'UEMOA et 3,6% pour les pays de la Zone euro.

Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette

(en millions)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
A	Stock d'actifs financiers	1 364 375	57 140	186 283	1 607 797
1	Investissements directs	99 431	2 367	30 853	132 650,90
2	Investissements de portefeuille	833 979	1 795	3 387	839 161,00
3	Dérivés financiers	0	0	0	0,00
4	Autres investissements	240 602	52 978	39 778	333 357,58
5	Avoirs de réserves	190 363	0	112 265	302 628,00
5.1	Or monétaire				0,00
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	176 364	176 363,80
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	29 963	29 962,60
5.4	Autres avoirs de réserve	190 363	0	-94 061	96 301,60
B	Stocks de passifs financiers	2 933 623	449 028	7 944 864	11 327 515
1	Investissements directs	529 361	144 579	3 679 111	4 353 051
2	Investissements de portefeuille	1 479 702	57 094	31 907	1 568 703
3	Dérivés financiers				0
4	Autres investissements	924 561	247 354	4 233 846	5 405 761
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-1 569 249	-391 888	-7 758 581	-9 719 717

Source : BCEAO

5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale

En 2024, **le stock des actifs financiers est détenu, à hauteur de 71,2%, par les autres institutions de dépôts, sous forme d'investissements de portefeuille et d'autres investissements.** La Banque Centrale, avec les avoirs de réserve, détient 18,8% des actifs extérieurs. Le reste des actifs financiers, soit 9,9%, est détenu pour l'essentiel par les sociétés non financières, dont les avoirs sont constitués d'investissements directs, de dépôts

et de crédits commerciaux consentis à leur clientèle.

Le stock des engagements financiers relève essentiellement de l'Administration publique (42,1%), des sociétés non financières (47,7%) et, dans une moindre mesure, des institutions de dépôts (5,8%). Il se compose de prêts et d'investissements de portefeuille de l'Administration publique ainsi que des investissements directs étrangers des sociétés non financières.

Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette

(en millions)

	Poste	Banque centrale	Autres institut. de dépôts	Adm. Pub.	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Fin.	Sté. Non Fin.	
	Stock d'actifs financiers	302 628	1 145 301	0	159 869	5 195	154 673	1 607 798
1	Investissements directs				132 651		132 651	132 651
2	Investissements de portefeuille	0	827 415	0	11 746	5 195	6 551	839 161
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements	0	317 886	0	15 472	0	15 472	333 358
5	Avoirs de réserves	302 628	0	0	0	0	0	302 628
5.1	Or monétaire	0	0	0	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	176 364	0	0	0	0	0	176 364
5.3	Position de réserve au FMI	29 963	0	0	0	0	0	29 963
5.4	Autres avoirs de réserve	96 302	0	0	0	0	0	96 302
	Stocks de passifs financiers	494 195	660 454	4 768 066	5 404 800	16 101	5 388 699	11 327 515
1	Investissements directs				4 353 051		4 353 051	4 353 051
2	Investissements de portefeuille		0	1 567 131	1 572	839	733	1 568 703
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements	494 195	660 454	3 200 935	1 050 177	15 262	1 034 915	5 405 761
	Position extérieure globale nette	-191 567	484 847	-4 768 066	-5 244 931	-10 906	-5 234 025	-9 719 717

Source : BCEAO

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En 2024, les comptes extérieurs du Mali ont affiché une bonne orientation, et ce, malgré une croissance économique mondiale modérée, des tensions géopolitiques persistantes et des crises énergétique et sécuritaire internes. En effet, la détente des cours internationaux des produits énergétiques et alimentaires concomitamment à la hausse de ceux de l'or ont eu un impact positif sur la balance commerciale et le déficit courant qui s'est replié, en ressortant à 4,3% du PIB. Ainsi, le solde global de la balance des paiements s'est fortement amélioré en 2024, en atteignant +347,5 milliards, après -555,3 milliards en 2023 et -459,2 milliards en 2022.

**+347,5 milliards,
après -555,3
milliards en
2023 et -459,2
milliards en
2022.**

Les transactions courantes et en capital se sont soldées par un besoin de financement de 571 milliards qui a été entièrement couvert par les entrées de capitaux. En effet, ces dernières ont été impactées par l'augmentation des investissements directs, des investissements de portefeuille (émission de bons et d'obligations du Trésor public) et des crédits commerciaux et prêts en faveur du secteur privé qui ont permis de couvrir les besoins à hauteur de 907,5 milliards. Cette évolution a été atténuée par la faible mobilisation des ressources extérieures de l'Administration, avec un endettement net négatif de -75,7 milliards, en liaison avec le faible niveau des tirages et l'ampleur des remboursements.

En définitive, les actifs extérieurs nets du système monétaire se sont accrus de 339,2 milliards et la position extérieure globale nette du Mali s'est détériorée de 568,3 milliards.

Pour renforcer sa viabilité extérieure, il pourrait être recommandé de maintenir et d'intensifier les mesures de politique économique de nature à contenir le déficit budgétaire et celui du compte courant à travers l'augmentation de l'offre locale de biens et de services. Pour y parvenir, les stratégies de politique économique, ci-après, devraient être inscrites parmi les priorités :

- ▶ la diversification des sources d'énergie, en favorisant les investissements dans les énergies renouvelables pour diminuer la dépendance aux importations de produits pétroliers et réduire les coûts de production ;
- ▶ l'accélération de la transformation locale des ressources, afin d'augmenter la valeur ajoutée des exportations et réduire la dépendance aux matières premières brutes ;
- ▶ le renforcement de l'attractivité du Mali pour les capitaux privés (investissements directs et de portefeuille), à travers la création de zones économiques spéciales, des réformes fiscales et un cadre réglementaire plus incitatif ;
- ▶ la mise en œuvre de mesures d'incitation à la création d'entreprises de services dans des activités spécialisées, en soutenant notamment les capacités d'investissement ;
- ▶ la modernisation des infrastructures économiques, notamment dans le secteur logistique et énergétique, pour améliorer la compétitivité des exportations maliennes ;
- ▶ la promotion de la paix et de la stabilité, en intensifiant les efforts pour apaiser le climat sociopolitique.

ANNEXES

Sommaire des annexes

ANNEXES	56
Sommaire des annexes.....	57
Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali	59
1. Généralités	59
2. Concepts fondamentaux	59
3. Nature des sources statistiques	60
4. Pratiques d'établissement des données.....	61
4.1 Compte courant et compte de capital	61
4.2 Compte financier.....	63
5. Validation des données	64
6. Autres aspects.....	64
Annexe 2 : Ajustements des données monétaires.....	65
Tableau A1 : Réconciliation des données des statistiques monétaires et de balance des Paiements.....	65
Tableau A2 : Réconciliation des données des statistiques monétaires et de balance des Paiements.....	65
Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes extérieurs.....	67
Tableau A3: Evolution des exportations FOB ajustées de biens	67
Tableau A4 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales.....	67
Tableau A5 : Répartition géographique des exportations du Mali	68
Tableau A6 : Répartition géographique des importations du Mali	69
Tableau A7 : Exportations communautaires en 2024	71
Tableau A8 : Importations communautaires en 2024	72
Tableau A9 : Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires en 2024	73
Tableau A10 : Principaux produits d'exportation du Mali.....	73
Tableau A11 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2024	74
Tableau A13 : Orientation géographique des investissements directs étrangers reçus	75
Tableau A17 : Autres produits d'exportation	76
Tableau A18 : Autres produits d'importation	79
Tableau A14 : Balance des paiements du Mali de 2024 (détaillée).....	80
Tableau A15 : Balance des paiements MBP6 Optique BCEAO – MALI.....	90

**LES ANNEXES FIGURENT DANS LA VERSION ÉLECTRONIQUE DU
RAPPORT TÉLÉCHARGEABLE SUR LE SITE INTERNET DE LA BCEAO**

<https://www.bceao.int/fr/publications/balance-des-paiements>



ANNEXE 1 : NOTE MÉTHODOLOGIQUE SUR L'ÉLABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI

1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2009.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1er de l'Annexe III du Règlement n° 09/2010/CM/UEMOA du 1er octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, sur le plan national, la détermination des données définitives globales.

2. Concepts fondamentaux

Territoire économique : le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales, le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La défini-

tion du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

Résidence : la résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique prédominant ». Le nouveau Manuel (6ème édition) n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « prédominant » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires.

Transactions : les transactions enregistrées dans la 6ème édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant par accord mutuel ou par l'effet de la loi impliquant un échange de valeurs ou un transfert.

Cette définition exclut des flux de balance des paiements les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs, les abandons de créance, les variations d'actifs et de passifs des personnes ou entités changeant de lieu de résidence, etc. Il en est de même pour les pertes ou gains de détention qu'entraînent les fluctuations de taux de change ou la variation des prix d'actifs ou de passifs. Ces variations sont enregistrées dans la colonne « autres flux » et prises en compte dans la position extérieure globale.

Autres flux : les « autres flux » comprennent les « réévaluations » et les « autres variations de volume ».

Réévaluations : pertes ou gains de détention qu'entraînent pour les propriétaires d'actifs ou

de passifs financiers la variation de leurs prix ou les fluctuations de taux de change.

Autres variations de volume : changements non attribuables aux transactions ou aux réévaluations. Il s'agit notamment des abandons de créances, des pertes d'actifs dues à une catastrophe naturelle, du changement de résidence par une personne détenant des actifs ou passifs financiers ou des changements de classification.

Unité institutionnelle : c'est une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de contracter des obligations, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités.

Investisseur direct : investisseur qui détient directement ou indirectement au moins 10% du capital d'une entreprise.

Entreprise d'investissement direct : entreprise résidente d'une économie, dans laquelle un investisseur résident d'une autre économie détient directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote dans le cas d'une société, ou l'équivalent, s'il s'agit d'une entreprise non constituée en société. Elles peuvent prendre la forme d'entités associées, de filiales ou de succursales.

Entités associées : entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient directement de 10% au moins à 50% au plus des droits de vote.

Filiales : entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient plus de 50% des droits de vote (entreprise sous-contrôle de l'investisseur).

Succursales : entreprises d'investissement direct non constituées en sociétés et qui sont détenues à 100% par son investisseur direct.

Entreprises sœurs : entreprises directement ou indirectement influencées par une même entreprise, à condition qu'aucune des deux sociétés ne détienne 10% ou plus du capital de l'autre. Toutefois, les prêts inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclus de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument.

Entreprises affiliées : entités avec lesquelles une entreprise entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs).

3. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé « DEC » qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, AFRISTAT, FMI, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document « Dette extérieure publique » est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

4. Pratiques d'établissement des données

4.1 Compte courant et compte de capital

Importations / exportations de marchandises générales : toutes transactions sur biens meubles entre résidents et non-résidents. Les « achats de biens dans les ports par les transporteurs » sont désormais inclus dans « marchandises générales ». Le négoce international et les transactions sur l'or non monétaire sont exclus de cette catégorie. Les biens exportés ou importés pour transformation et les réparations de biens, ainsi que les effets personnels des migrants sont exclus de ce champ.

Réexportation de marchandises : les opérations sur biens produits dans d'autres économies et précédemment importés qui sont exportés sans profonde transformation, doivent être classées séparément si elles constituent une part importante des exportations.

Négoce international : achat de biens par un résident (de l'économie déclarante) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question. L'acquisition des biens est enregistrée au poste des biens en tant qu'exportation négative (flux créditeur négatif) de l'économie du déclarant. Quant à la vente, elle est comptabilisée au poste de biens vendus dans le cadre du négoce international en tant qu'exportation positive (flux créditeur positif) de l'économie du négociant.

Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers : ils concernent les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des

entreprises qui ne sont pas les propriétaires des biens en question.

Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs : il s'agit des travaux d'entretien et de réparation effectués par des résidents sur des biens qui appartiennent à des non-résidents (et vice versa).

Service postaux et de messagerie : ils portent sur la levée, le transport et la distribution des lettres, journaux, périodiques, brochures et autres documents imprimés, colis et paquets, ainsi que les services de guichets postaux et de location de boîtes postales. Ils incluent également les services de guichets postaux, tels que la vente de timbres et mandats-poste, de poste restante, de télégraphie, etc.

Frais de mission et de formation à l'extérieur : ce sont les dépenses d'hébergement, de restauration, de déplacement et de formation etc engagées à l'étranger. Ils n'incluent pas le coût du transport entre le pays et le ou les pays étrangers.

Travaux de construction : ils recouvrent la création, la rénovation, la réparation ou l'agrandissement d'actifs fixes, sous la forme de bâtiments, d'aménagement de terrains relevant de l'ingénierie et autres constructions d'ingénierie, telles que les routes, ponts, barrages, etc. Ils englobent les travaux de préparation des chantiers et de construction générale, ainsi que les services spécialisés, tels que les services de peinture, de plomberie et de démolition. La gestion des projets est également comprise dans cette catégorie. L'acquisition de biens et services par les entreprises de construction dans l'économie où elles effectuent les travaux de construction est elle aussi enregistrée au poste construction.

Services d'assurance (autres que sur les marchandises) et de pensions : ils englobent l'assurance-vie et les annuités d'assurance-vie, l'assurance dommages, la réassurance, les pensions, les garanties standardisées et les services auxiliaires aux assurances, de pension et de garantie standardisée.

Services d'assurance auxiliaires : ils recouvrent les opérations qui sont étroitement liées aux services d'assurance et des caisses de retraite et fonds de pension, y compris les commissions des agents, les services d'agents

et de courtiers d'assurance, les services de conseil en assurance et en constitution de retraites, les services d'évaluation des dommages et de règlement des sinistres, les services actuariels, les services d'administration des sauvetages, les services de réglementation et de contrôle des indemnisations et les services de recouvrement.

Services financiers : ils englobent les services d'intermédiation financière et les services auxiliaires, à l'exception de ceux qui sont fournis par les compagnies d'assurances et les caisses de retraite et fonds de pension. Ils sont généralement fournis par les banques et les autres sociétés financières. Ils comprennent la collecte des dépôts et l'octroi des prêts, les lettres de crédit, les services de carte de crédits, les commissions et frais liés aux opérations de crédit-bail, d'affacturage, de garantie et de compensation des paiements. Ils incluent également les services de conseil financier, la conservation d'actifs financiers ou de lingots, la gestion d'actifs financiers, les services de surveillance et de contrôle, la fourniture de liquidités, les services de prise en charge des risques autres que les assurances, les services liés aux fusions acquisitions, les services de notation du crédit, les services boursiers et les services de fiducie.

Frais pour usage de propriétés intellectuelles non compris ailleurs : ils recouvrent les commissions pour utilisation des droits de propriété (brevets, marques commerciales, droits d'auteur, procédés de fabrication et dessins industriels) et les frais de licence pour reproduire et/ou distribuer la propriété intellectuelle incorporée dans les œuvres originales ou prototypes créés (droits d'auteur sur les livres et manuscrits, logiciels informatiques, œuvres cinématographiques et enregistrements sonores).

Services de télécommunications : ils recouvrent les frais réglés à des non-résidents ou les recettes de télécommunications reçues des non-résidents, pour la transmission de sons, d'images, de données ou autres informations par téléphone, télex, télégramme, radio ou télévision (par câble ou satellite), courrier électronique, télécopie, etc. ainsi que les services de réseau, de téléconférence et d'appui fournis aux entreprises. Ils ne tiennent cependant pas compte de la valeur des informations transportées. Ils incluent aussi les services

de téléphonie cellulaire, les services de base par Internet et les services d'accès en ligne, y compris la fourniture de l'accès à Internet. Ils excluent les services d'installation de réseaux téléphoniques (inclus dans les travaux de construction) et les services concernant les bases de données et autres services informatiques connexes qui permettent d'avoir accès aux données fournies par des serveurs de bases de données (enregistrés parmi les services d'information).

Service d'informatique : cette transaction englobe les services liés aux matériels et logiciels informatiques et les services de traitement de données. Ne sont pas inclus dans les services informatiques, les logiciels prêts à l'emploi qui sont considérés comme des biens, les droits de licence de reproduction et/ou de distribution de logiciels, qui sont inclus dans les commissions pour usage de propriété intellectuelle, ainsi que les stages de formation à l'informatique non spécifiques qui sont inclus dans les autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

Service d'information : cette transaction englobe les transactions entre résidents et non-résidents sur les services fournis par les agences d'information comme la communication d'informations, de photographies et d'articles de fond aux médias, ainsi que les abonnements directs individuels aux journaux et périodiques, reçus par courrier, transmission électronique ou autres moyens. Il inclut également la conception des bases de données, le stockage des données et la diffusion des données et bases de données (y compris les annuaires et les listes de distribution), en ligne et par le biais de supports magnétiques, optiques ou imprimés, ainsi que les fenêtres de recherche sur le Web (services de moteur de recherche trouvant des adresses Internet pour les clients qui introduisent des questions sous forme de mots clés).

Services de recherche-développement : ils comprennent les services liés à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée et à la mise au point expérimentale de nouveaux produits et procédés.

Autres services aux entreprises : ils comprennent les autres services commerciaux, locations et services divers aux entreprises. Les autres services commerciaux englobent no-

tamment les frais de manutention et de transit de marchandises, alors que les services divers rassemblent les services techniques, tels que les frais d'étude et de recherche ainsi que l'assistance technique.

Services spécialisés et services de conseil en gestion : ils recouvrent les services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion, les services de gestion et de relations publiques ainsi que les services de publicité, d'études de marché et de sondage d'opinion.

Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises : ils englobent les services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques, les services de traitement de déchets et de dépollution, les services agricoles et miniers, les services de location-exploitation, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises (distribution d'eau, de vapeur, de gaz et autres produits pétroliers, etc.).

Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs : ils comprennent les services audiovisuels et connexes, ainsi que les autres services culturels et relatifs aux loisirs.

Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs : ils correspondent aux biens et services fournis ou reçus par des enclaves, telles que les ambassades, les bases militaires et les organisations internationales. Y sont également inclus, les biens et services achetés à l'économie d'accueil par les diplomates, les effectifs consulaires et le personnel militaire en poste à l'étranger, ainsi que par les personnes qui sont à leur charge, les services fournis ou reçus par les administrations publiques et non inclus dans d'autres catégories de services.

Dividendes reçus/versés sur les titres de participations : la part des bénéfices reçus/versés par une entreprise sur des actions détenues/émises par les non-résidents.

Réinvestissement de bénéfices/Bénéfices réinvestis : ils correspondent aux revenus de participations revenant aux investisseurs directs, diminués des bénéfices distribués, proportionnellement au pourcentage de capital détenu, et qui sont réinvestis dans l'entreprise pour accroître leurs participations.

Intérêts versés ou reçus des entreprises affiliées : ce sont des intérêts sur instruments de dettes émis ou détenus par une entreprise sur des entreprises affiliées.

Autres intérêts versés ou reçus : ce sont des intérêts sur crédits commerciaux, dépôts et emprunts bancaires, sur swaps de devises ou de taux, sur accords de taux futurs (Forward Rate Agréments) etc. Les intérêts sur les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés sont également compris dans cette rubrique.

Taxes sur la production et les importations versées : ce sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques. Ils frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

4.2 Compte financier

Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct : part des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) d'une entreprise dans les entreprises où elle détient au moins 10 % (filiales, associés ou succursale).

Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours) : part des fonds propres d'une entreprise dans les entreprises d'investisseurs directs.

Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs : parts des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) des entreprises sœurs non-résidentes détenus par une entreprise à titre d'investissements directs.

Titres de participation détenus par les investisseurs directs : parts des fonds propres d'une entreprise détenus à au moins 10% par des investisseurs non-résidents.

Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement direct (investissement à rebours) : parts des fonds propres

d'une entreprise détenus par ses filiales, des sociétés associées ou succursales.

Titres de participation détenus par les entreprises sœurs : parts des fonds propres de votre entreprise détenue par les entreprises sœurs.

Prêts accordés ou reçus des entreprises affiliées : détention ou émission d'instruments de dettes par votre entreprise sur des entités avec lesquelles elle entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs). Les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclues de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument. A cet égard, ils ne sont pas pris en compte dans cette catégorie.

Titres de participations (< 10 %) : prises de participation représentant moins de 10% des fonds propres des entreprises non-résidentes, sous forme d'investissements de portefeuille (placement).

Titres de créance : ils comprennent les obligations garanties ou non, les billets de trésorerie, les billets à ordre, les certificats de dépôts, les bons des établissements financiers, les bons du Trésor et autres titres non représentatifs d'une participation au capital.

Instruments financiers dérivés : ce sont des instruments financiers qui sont liés à un autre instrument financier spécifique ou à un indicateur ou à une marchandise et qui permettent en tant que tels de négocier des risques financiers sur des marchés de capitaux. Pour leur enregistrement, il y a lieu d'indiquer à l'actif le montant du principal à recevoir et au passif le montant du principal à livrer.

Autres titres de participations : ce sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres de portefeuille.

Autres prêts : ce sont des actifs financiers créés lorsqu'un créancier prête des fonds directement à un débiteur via un instrument qui n'a pas vocation à être négocié.

Crédits commerciaux : ils correspondent (généralement) à des crédits à court terme entre entreprises dans le cours normal d'affaires par les fournisseurs/acheteurs de biens ou services.

5. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de la Postes, de la DGDP, de la DGD, de l'INSTAT et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

6. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai maximum d'un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels. Elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/2010/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de cette annexe dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

ANNEXE 2 : AJUSTEMENTS DES DONNÉES MONÉTAIRES

**Tableau A1 : Réconciliation des données des statistiques monétaires et de balance
des Paiements**

Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales						ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	908 654	1 224 778	646 299	468 499	302 628	-165 871
Ajustements/Autres flux					5 813	
Total avoirs en balance des paiements	908 654	1 224 778	646 299	468 499	296 815	-171 684
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales						ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	426 729	699 611	637 836	778 348	494 195	-284 153
dont Allocation DTS	69 395	217 716	220 431	214 469	220 766	6 297
Ajustements/Autres flux					14 039	
Total engagements en balance des paiements	426 729	699 611	637 836	778 348	480 156	-298 192
AVOIRS EXTÉRIEURS NETS	481 924	525 167	8 462	-309 849	-191 567	118 282

Source : BCEAO

**Tableau A2 : Réconciliation des données des statistiques monétaires et de balance des
Paiements**

Avoirs et engagements extérieurs des Autres institutions de dépôts (AID)

(en millions)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales						ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	1 035 723	1 111 612	1 204 569	1 129 213	1 145 301	16 088
Valeurs à l'encaissement non disponibles						0
Débiteurs divers						0
Divers-comptes d'ordre						0
Billets externes UMOA						0
Ajustements						0
Total avoirs en balance des paiements	1 035 723	1 111 612	1 204 569	1 129 213	1 145 301	16 088

(en millions)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales						ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	488 712	665 630	704 616	865 319	660 454	-204 865
Comptes exigibles après encaissement						0
Dépôts des Maliens de l'extérieur						0
Versement à effectuer/ titres de placement						0
Créditeurs divers						0
Divers-comptes d'ordre						0
Ajustements						0
Total engagements en balance des paiements	488 712	665 630	704 616	865 319	660 454	-204 865
AVOIRS EXTÉRIEURS NETS	547 011	445 982	499 953	263 894	484 847	220 953

Source : BCEAO

ANNEXE 3 :

TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES

SUR L'ÉVOLUTION DES COMPTES

EXTÉRIEURS

Tableau A3: Evolution des exportations FOB ajustées de biens

(en millions)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Coton	161 569	156 658	294 949	196 921	227 916
Pierres et métaux précieux	1 889 563	1 866 935	1 899 166	1 862 397	1 606 487
Animaux vivants	78 810	139 366	62 110	96 030	113 391
Autres	162 902	150 355	192 566	274 046	278 766
Total statistiques du commerce extérieur	2 292 843	2 313 314	2 448 791	2 429 394	2 226 644
Ajustements de champ (non contrôlé)	78 790	91 839	77 495	73 315	48 765
Ajustements de valeur	387 751	288 684	827 317	927 386	1 045 939
EXPORTATIONS AJUSTÉES	2 759 384	2 693 837	3 353 602,85	3 430 095,00	3 321 348,01

Sources : BCEAO, INSTAT

Le tableau qui précède décrit les retraitements effectués permettant le passage entre les statistiques douanières et les statistiques ajustées de la BP (ajustements de champ et ajustements de valeur). Les ajustements de champ (commerce non contrôlé) concernent les exportations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les ajustements de valeur permettent de corriger les statistiques douanières par la prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices.

Tableau A4 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales

(en millions)

RUBRIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
Produits alimentaires	466 754	533 646	538 414	527 078	485 527
Produits énergétiques	815 874	915 309	1 602 296	1 411 007	1 277 341
Biens de conso. Courante	334 844	356 356	408 943	472 215	417 675
Biens d'équipement	651 647	823 619	652 356	730 691	821 099
Matières premières et biens intermédiaires	521 465	587 718	578 578	598 622	587 023
Produits divers	137 837	170 313	262 820	151 426	116 326
Total statistiques du commerce extérieur	2 928 420	3 386 962	4 043 407	3 891 039	3 704 990
Ajustements de champ (informel)	150 084	270 861	393 524	470 148	400 777
Ajustements de champ (autres)	-138 886	-166 266	-182 892	-122 924	-46 481
Imports de marchandises gles ajustées CAF	2 939 617	3 491 557	4 254 039	4 238 263	4 059 286
Fret	-455 641	-611 023	-744 457	-741 696	-710 375
Assurance sur marchandises	-14 699	-17 458	-21 270	-21 191	-20 296
IMPORTATIONS FOB	2 469 278	2 863 077	3 488 312	3 475 375	3 328 615

Sources : BCEAO, INSTAT

Le tableau qui précède présente les ajustements effectués sur les importations douanières pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7. Les ajustements de champ (informel) concernent les importations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les autres ajustements de champ sont relatifs aux importations des Représentations diplomatiques étrangères, déduites du total des importations, car ne faisant pas partie du champ de la balance des paiements.

Tableau A5 : Répartition géographique des exportations du Mali

(Volume en tonnes, Valeur en millions) / CAF

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2023			2024		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	221 445	1 078 672	31,4	262 955	299 302	9,0
<i>Union Européenne</i>	53 632	43 377	1,3	58 998	59 558	1,8
ZONE EURO	29 786	37 546	1,1	46 004	53 476	1,6
<i>France</i>	11 104	20 722	0,6	8 375	26 578	0,8
Allemagne	1 027	1 193	0,0	1 364	2 174	0,1
Italie	373	460	0,0	1 385	4 545	0,1
Pays-Bas	7 180	4 565	0,1	7 332	5 224	0,2
Belgique	850	4 424	0,1	1 109	3 262	0,1
Autres pays européens de l'UE	23 846	5 831	0,2	12 994	6 082	0,2
<i>Royaume-Uni</i>	1 134	779	0,0	1 351	482	0,0
Autres pays d'Europe	167 814	1 035 295	30,2	203 957	239 744	7,2
<i>Dont Suisse</i>	942	1 001 775	29,2	852	205 577	6,2
Russie	0	0	0,0	10	59	0,0
Turquie	165 726	32 654	1,0	187 874	30 348	0,9
AFRIQUE	626 281	1 586 112	46,2	551 831	2 142 470	64,5
CEDEAO	575 646	334 409	9,7	510 642	310 489	9,3
UEMOA	494 820	280 260	8,2	398 097	268 705	8,1
<i>Bénin</i>	471	11 652	0,3	226	12 039	0,4
Burkina	176 514	63 713	1,9	79 970	45 161	1,4
Côte d'Ivoire	79 837	51 409	1,5	117 977	59 785	1,8
Guinée Bissau	2 031	333	0,0	817	79	0,0
Niger	3 947	7 868	0,2	4 621	8 734	0,3
Sénégal	204 928	132 605	3,9	173 617	126 336	3,8
Togo	27 091	12 681	0,4	20 868	16 571	0,5
Autres pays de la CEDEAO	80 826	54 149	1,6	112 545	41 784	1,3
Autres pays d'Afrique	50 635	1 251 703	36,5	41 190	1 831 981	55,2
Algérie	4 464	4 406	0,1	1 893	2 885	0,1
Maroc	5 927	2 415	0,1	15 162	5 841	0,2
Caméroun	24	140	0,0	5	5	0,0
Afrique du Sud	292	1 208 093	35,2	6 626	1 814 786	54,6
AMERIQUE	5 937	8 008	0,2	20 032	9 648	0,3
Canada	3 204	2 838	0,1	4 458	3 054	0,1

(Volume en tonnes, Valeur en millions) / CAF

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2023			2024		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
Etats-Unis	2 691	5 013	0,1	15 360	6 269	0,2
Autres pays d'Amérique	42	157	0,0	215	325	0,0
ASIE	324 958	478 908	14,0	502 199	530 812	16,0
Chine	56 634	5 985	0,2	240 942	20 408	0,6
Inde	86 726	33 968	1,0	74 958	35 228	1,1
Japon	1 018	193	0,0	1 348	2 962	0,1
Thaïlande	3 118	2 904	0,1	3 050	3 135	0,1
Bangladesh	133 767	124 586	3,6	130 188	149 331	4,5
Emirates arabes unis	195	271 239	7,9	9 493	280 384	8,4
Autres pays d'Asie	43 493	39 981	1,2	42 218	39 324	1,2
OCEANIE	117	278 395	8,1	531	338 892	10,2
Dont: Australie-Nouvelle Zé- lande	117	278 395	8,1	516	338 891	10,2
TOTAL GENERAL	1 178 738	3 430 095	100,0	1 337 548	3 321 124	100,0

Sources : BCEAO, INSTAT

Tableau A6 : Répartition géographique des importations du Mali

(Volume en tonnes, Valeur en millions) / CAF

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2023			2024		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	1 431 744	570 961	13,5	1 363 044	570 992	14,1
<i>Union Européenne</i>	767 948	459 117	10,8	772 733	449 396	11,1
ZONE EURO	729 901	437 455	10,3	663 972	401 617	9,9
France	311 935	163 253	3,9	220 531	156 425	3,9
Allemagne	52 734	43 502	1,0	49 079	39 986	1,0
Italie	18 857	23 341	0,6	28 749	31 165	0,8
Pays-Bas	25 662	17 722	0,4	46 779	24 571	0,6
Belgique	32 637	29 318	0,7	31 965	27 230	0,7
<i>Autres pays européens de l'UE</i>	38 047	21 662	0,5	108 760	47 779	1,2
Royaume-Uni	3 222	12 128	0,3	3 351	7 236	0,2
<i>Autres pays d'Europe</i>	663 796	111 844	2,6	590 312	121 596	3,0
Dont Suisse	1 943	8 010	0,2	1 146	2 530	0,1
Russie	113 121	21 285	0,5	155 996	28 767	0,7
Turquie	472 016	48 160	1,1	388 962	69 264	1,7
AFRIQUE	6 388 147	2 788 744	65,8	6 592 886	2 589 789	63,8
CEDEAO	5 772 145	2 634 713	62,2	6 110 146	2 457 153	60,5
UEMOA	5 570 134	2 548 919	60,1	5 913 072	2 384 961	58,8
Bénin	66 745	21 717	0,5	96 970	12 415	0,3
Burkina	902 852	215 571	5,1	598 218	117 892	2,9

(Volume en tonnes, Valeur en millions) / CAF

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2023			2024		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
Côte d'Ivoire	1 804 339	1 150 298	27,1	1 987 653	1 143 560	28,2
Guinée Bissau	0	113	0,0	0	401	0,0
Niger	41 348	44 409	1,0	27 487	32 019	0,8
Sénégal	2 712 235	1 019 143	24,0	3 156 433	991 331	24,4
Togo	42 615	97 669	2,3	46 312	87 342	2,2
<i>Autres pays de la CEDEAO</i>	202 011	85 794	2,0	197 074	72 192	1,8
<i>Autres pays d'Afrique</i>	616 002	154 031	3,6	482 740	132 635	3,3
Algérie	36 996	3 153	0,1	8 500	1 449	0,0
Maroc	176 525	48 207	1,1	118 650	43 283	1,1
Tunisie	20 029	7 468	0,2	14 611	5 117	0,1
Afrique du Sud	24 623	62 927	1,5	18 686	52 005	1,3
AMERIQUE	341 983	101 948	2,4	340 332	98 711	2,4
Canada	4 759	11 905	0,3	4 606	9 953	0,2
Etats-Unis	137 410	46 585	1,1	92 965	37 145	0,9
<i>Autres pays d'Amérique</i>	199 814	43 458	1,0	242 761	51 612	1,3
ASIE	1 337 006	755 414	17,8	1 336 967	780 596	19,2
Chine	537 237	444 813	10,5	717 768	535 878	13,2
Inde	452 851	160 058	3,8	282 523	128 358	3,2
Japon	175 287	53 352	1,3	101 480	42 516	1,0
Thaïlande	9 519	7 133	0,2	41 331	14 488	0,4
Emirates arabes unis	63 219	26 187	0,6	68 040	21 230	0,5
<i>Autres pays d'Asie</i>	95 394	46 230	1,1	124 760	35 522	0,9
OCEANIE	8 202	21 196	0,5	8 640	19 200	0,5
<i>Dont: Australie-Nouvelle Zélande</i>	6 743	20 732	0,5	7 362	18 493	0,5
TOTAL GENERAL	9 507 082	4 238 263	100,0	9 641 869	4 059 287	100,0

Sources : BCEAO, INSTAT

Tableau A7 : Exportations communautaires en 2024

(En millions, sauf indication contraire)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
	% Exports Coton	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Coton	% Exports totales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Millions FCFA	0	3	564	2	5	0	1	573
	% Exports Or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	% Exports totales	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
	Millions FCFA	0	0	0	0	0	0	0	0
Animaux vivants	% Exports Ani-maux	0,0	0,8	25,7	0,0	2,8	70,6	0,0	100,0
	% Exports totales	0,0	0,0	1,0		0,1	2,7	0,0	3,9
	Millions FCFA	0	1 078	32 971	0	3 643	90 728	0	128 420
Engrais	% Exports Engrais	0,0	95,2	1,6	0,0	0,0	1,9	0,0	98,6
	% Exports totales	0,0	0,6	0,0		0,0	0,0	0,0	0,6
	Millions FCFA	0	20 657	337	0	0	416	0	21 409
Légumes & Fruits	% Exports Lég. & Fruits	0	23	32	0	0	75	6	136
	% Exports totales	0	0	0	0	0	0	0	1
	Millions FCFA	0	2 844	3 990	2	11	9 277	690	16 814
Produits éner-gétiques	% Exports Pts éner-g.	0	1	12	0	0	0	0	13
	% Exports totales	0	0	0	0	0	0	0	0
	Millions FCFA	0	480	7 525	0	0	13	0	8 018
Fers & Aciers	% Exports Fers & Aciers	0,0	17,3	14,4	0,0	0,1	8,2	4,7	44,6
	% Exports totales	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
	Millions FCFA	0	3 107	2 586	0	13	1 468	852	8 025
Divers	% Exports totales	0,4	0,5	0,4	0,0	0,2	0,7	0,5	2,6
	Millions FCFA	12 039	16 993	11 812	76	5 063	24 435	15 029	85 446
Total	% Exports totales	0,4	1,4	1,8	0,0	0,3	3,8	0,5	8,1
	Millions FCFA	12 039	45 161	59 785	79	8 734	126 336	16 571	268 705

Sources : BCEAO, INSTAT

Tableau A8 : Importations communautaires en 2024

(En millions, sauf indication contraire)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	% Imports Prod. Alim.	1,4	3,2	38,7	0,0	1,0	25,3	2,0	71,6
Produits alimentaires	% Imports totales	0,2	0,5	6,1	0,0	0,2	4,0	0,3	11,4
	Millions FCFA	7 591	16 919	204 411		5 227	133 483	10 443	378 073
Produits pétroliers	% Imports Pétrole	0,2	0,0	47,4	0,0	1,3	47,4	1,3	97,7
Produits pétroliers	% Imports totales	0,1	0,0	15,5		0,4	15,5	0,4	31,9
	Millions FCFA	2 466	225	515 784	0	14 106	515 690	14 078	1 062 349
Matériaux de const.	% Imports Mat. Ctruct.	0,0	10,2	7,3	0,0	0,1	21,8	0,2	39,7
Matériaux de const.	% Imports totales	0,0	1,8	1,3		0,0	3,8	0,0	6,9
	Millions FCFA		59 027	42 254		574	125 371	1 262	228 488
Matières premières	% Imports Mat. Prem.	0,0	11,1	15,2	0,0	0,1	23,8	4,1	54,2
Matières premières	% Imports totales	0,0	1,9	2,6	0,0	0,0	4,1	0,7	9,4
	Millions FCFA	67	64 036	87 314	0	614	136 938	23 393	312 361
Machines & véhicules	% Imports Mach&véhic.	0,0	2,3	1,8	0,0	0,4	2,1	2,1	8,8
Machines & véhicules	% Imports totales	0,0	0,5	0,4		0,1	0,5	0,5	2,0
	Millions FCFA	318	16 869	13 318	341	3 213	15 391	15 559	65 008
Produits chimiques	% Imports Prod. Chim.	0,0	0,3	17,1	0,0	0,0	7,3	1,3	26,0
Produits chimiques	% Imports totales	0,0	0,0	2,0		0,0	0,9	0,1	3,1
	Millions FCFA	7	1 054	67 904		121	29 044	4 956	103 086
Divers	% Imports totales	0,0	0,0	2,5		0,1	0,4	0,2	3,2
	Millions FCFA	104	1 105	83 296	0	3 937	12 085	5 813	106 340
Total	% Imports totales	0,3	3,0	29,2	0,0	0,8	25,3	2,2	60,9
	Millions FCFA	10 553	100 208	972 026	341	27 217	842 631	74 241	2 027 217

Sources : BCEAO, INSTAT

Tableau A9 : Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires en 2024

(En millions)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0	12 024	11 170	124	10 553	20 081	2 480	30 344	86 775
	Burkina	7 981	0	42 701	3	100 208	14 042	12 869	48 774	226 577
	Côte d'Ivoire	81 228	667 569	0	2 906	972 026	21 386	108 597	57 156	1 910 868
	Guinée-Bissau	11	57	2	0	341	0	3 982	355	4 747
	Mali	12 039	45 161	59 785	79	0	8 734	126 336	16 571	268 705
	Niger	15 709	21 997	3 043	0	27 217	0	1 343	22 804	92 112
	Sénégal	19 043	96 756	108 462	71 622	842 631	7 513	0	20 881	1 166 908
	Togo	130 887	105 956	111 302	964	74 241	42 990	25 555	0	491 894
	UEMOA	266 897	949 519	336 463	75 699	2 027 217	114 746	281 161	196 885	4 248 586

Sources : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau A10 : Principaux produits d'exportation du Mali

Produits	2023		2024		Variation	en %
	Valeur (en millions)	Volume (en tonnes)	Valeur (en millions)	Volume (en tonnes)		
Or	1 862 397	65	1 606 487	52	-255 910	-14%
Coton	196 921	212 884	227 916	207 410	30 995	16%
Animaux vivants	96 030	76 104	113 391	88 949	17 360	18%
Engrais	37 595	108 427	20 388	74 765	-17 207	-46%
Combustibles minéraux	38 353	37 494	62 963	41 869	24 610	64%
Réacteurs nucléaires, chaudières	35 474	10 248	24 422	6 897	-11 053	-31%
Voitures automobiles, tracteurs, cycles	21 572	7 661	11 828	6 064	-9 744	-45%
Fruits comestibles	13 858	107 288	11 806	77 640	-2 052	-15%
Graines et fruits oléagineux	16 469	79 713	13 907	94 427	-2 562	-16%
Produits pharmaceutiques	4 649	4 021	4 563	3 915	-86	-2%
Préparations de farine et de céréales	4 715	2 421	3 562	1 777	-1 152	-24%
Aliments préparés pour animaux	36	407	160	1 070	124	342%
Boissons	6 718	15 256	6 975	12 683	256	4%
Peaux et cuirs	1 481	2 432	1 595	3 189	114	8%
Machines, appareils et matériels	7 554	2 266	8 817	9 113	1 263	17%
Matières plastiques et ouvrages	3 463	5 432	4 432	7 422	969	28%
Fonte, fer et acier	15 152	56 467	17 992	107 770	2 840	19%
Bois	96	335	799	18 958	703	732%

Produits	2023		2024		Variation	en %
	Valeur (en millions)	Volume (en tonnes)	Valeur (en millions)	Volume (en tonnes)		
Lait	497	429	1 210	917	713	143%
Minerais, scorie et cendres	11 255	230 179	17 377	347 616	6 123	54%

Sources : BCEAO, INSTAT

Tableau A11 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2024

(en millions)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 607	1 594	328	927	1 424	5 239	14 816	28 934
	Burkina	17 065		10 230	210	2 367	4 803	6 113	18 112	58 900
	Côte d'Ivoire	37 610	19 649		182	4 629	5 252	3 251	17 608	88 180
	Guinée-Bissau	289	185	161		57	59	7 728	195	8 674
	Mali	3 931	15 826	13 023	1 940		1 122	6 781	3 985	46 608
	Niger	11 279	3 323	899	122	2 682		7 289	7 259	32 853
	Sénégal	2 105	6 113	2 937	4 152	4 662	25		1 154	21 149
	Togo	23 247	3 995	769	221	833	1	8 947		38 012
	UEMOA	95 526	53 698	29 613	7 154	16 156	12 685	45 348	63 129	323 308

Sources : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau A12 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds intra-communautaires en 2024

(en millions)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		4 355	21 648	102	2 142	5 598	5 703	4 534	44 082
	Burkina	10 889		37 835	39	23 668	6 967	9 136	13 427	101 961
	Côte d'Ivoire	94 114	77 061		86	108 247	7 101	98 746	29 644	415 000
	Guinée-Bissau	70	1 895	317		5 056	264	2 901	470	10 972
	Mali	9 426	20 406	29 129	127		12 183	24 290	7 473	103 033
	Niger	23 459	3 560	948	229	10 385		9 412	12 602	60 594
	Sénégal	7 238	9 488	119 309	2 268	21 755	6 965		9 046	176 069
	Togo	3 723	3 548	6 899	113	1 557	11 042	8 234		35 115
	UEMOA	148 919	120 313	216 084	2 964	172 810	50 120	158 421	77 196	946 827

Sources : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau A13 : Orientation géographique des investissements directs étrangers reçus

(en millions)

Pays	2020	2021	2022	2023	2024
AFRIQUE	45 941	104 137	47 384	270 159	165 029
UEMOA	71 175	49 232	29 222	46 185	81 406
Bénin	7 276	0	0	0	0
Burkina	3 774	852	4 360	1 574	25 792
Côte d'Ivoire	10 057	14 332	10 352	4 391	10 023
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0
Niger	0	0	0	0	0
Sénégal	49 903	25 981	8 592	11 313	55 222
Togo	796	5 916	5 690	27 756	-12 776
Institutions de l'UEMOA	-631	2 152	229	1 151	3 145
CEDEAO hors UEMOA dont :	-45 352	11 586	-45 067	84 414	27 182
Ghana	-46 968	11 413	-44 357	82 736	30 211
Guinée	0	148	0	0	0
Nigéria	1 615	25	-709	1 678	572
Institut° CEDEAO	0	0	0	0	-3 601
<i>Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :</i>	20 118	43 319	63 228	139 560	56 442
Afrique du Sud	1 839	13 675	57 992	112 077	5 584
Libye	1 788	1 350	184	922	571
Maroc	14 538	8 981	2 098	1 870	39 762
Maurice		13 507	0	25 451	400
Mauritanie	1 969	4 860	2 952	-753	10 125
RD Congo	0	547	0	0	0
Tunisie	0	399	2	-7	0
EUROPE	142 377	110 958	141 227	67 004	32 071
UNION EUROPEENNE	-27 701	57 877	-13 508	575	15 403
ZONE EURO dont :	-176	11 574	8 102	26 844	15 403
Allemagne	1 083	-6 297	14 363	2 802	-32 501
France	-931	17 921	-6 294	5 018	39 988
Luxembourg	-329		0	19 024	4 413
Pays-Bas	0	-50	32	0	3 503
<i>Union Européenne hors Zone euro dont :</i>	-27 525	46 303	-21 610	-26 269	0
Royaume-Uni	-27 525	46 297	-21 609	-26 270	0
Danemark	0	6	-1	1	0
<i>Europe hors UE dont :</i>	170 079	53 081	154 736	66 429	16 668
Gibraltar	-450	0	0		0
îles de Man	4 027	0	0		0
Îles Vierges Britanniques	166 502	53 081	154 736	66 429	16 668
AMERIQUE dont:	59 733	49 531	200 526	22 718	287 739
Canada	59 733	48 774	200 526	21 513	287 739

(en millions)

Pays	2020	2021	2022	2023	2024
États-Unis d'Amérique	0	757	0	1 205	0
ASIE dont :	-16 474	61 357	66 319	107 575	53 154
Chine	-16 761	30 176	144	102 958	95 626
Émirats arabes unis	0	30 256	65 668	4 595	-42 559
Inde	240	606	506	0	97
Iraq	0	626	0	0	0
Liban	16	-307	0	22	-10
OCEANIE	77 428	28 885	-9 174	-41 305	20 478
Australie	77 428	28 885	-9 174	-41 305	20 478
TOTAL	309 004	354 869	446 281	426 152	558 470

Source : BCEAO

Tableau A17 : Autres produits d'exportation

Autres produits d'exportations	2020	2021	2022	2023	2024
	Valeur (en millions)	Valeur (en millions)	Valeur (en millions)	Valeur (en millions)	Valeur (en millions)
Produits alimentaires	32 506	35 609	32 946	39 659	41 529
Produits alimentaires d'origine animale	1 413	2 781	1 179	615	1 298
Viandes et abats comestibles	203	82	9	3	0
Poissons	174	130	1 062	110	81
Lait	1 016	2 559	84	497	1 210
Autres produits d'origine animale	8	9	0	2	7
Préparation de viande, de poissons	12	1	24	2	0
Produits alimentaires d'origine végétale	13 436	14 609	13 231	17 017	14 858
Thé et café	248	199	9 000	494	875
Céréales	315	173	3 643	54	76
Graines et fruits oléagineux	12 874	14 237	588	16 469	13 907
Produits des industries alimentaires	15 091	14 351	14 709	18 380	18 867
Sucre	68	61	69	96	373
Cacao et ses préparations	40	25	69	6	89
Préparations de farine et de céréales	3 698	2 601	2 045	4 715	3 562
Préparations de légumes, de fruits	3 723	5 842	6 539	6 647	7 636
Préparations alimentaires diverses	2 155	223	224	153	182
Boissons	5 294	5 574	5 715	6 718	6 975
Tabacs et succédanés de tabacs	115	25	49	46	50
Autres produits alimentaires	2 565	3 869	3 827	3 647	6 506
Plantes vivantes, pds de la floricult.	206	37	64	92	116
Produits de la minoterie	157	242	25	87	182
Graisses, huiles animales ou végétales	133	2 132	2 958	3 432	6 048

Autres produits d'exportations	2020	2021	2022	2023	2024
	Valeur (en millions)	Valeur (en millions)	Valeur (en millions)	Valeur (en millions)	Valeur (en millions)
Aliments préparés pour animaux	2 069	1 458	779	36	160
Matières premières	26 702	36 897	25 937	41 306	71 856
Dont Matériaux de construction	9 653	13 317	8 626	9 946	33 825
Chaux et ciments	269	162	85	336	799
Bois	4 096	3 803	481	96	0
Liège et ouvrages en lièges	0	0	0	0	309
Ouvrages de sparterie ou de vannerie	336	220	112	130	253
Ouvrages en pierres	34	87	26	307	225
Produits céramiques	552	1 341	222	67	256
Verre et ouvrages en verre	69	14	52	31	17 992
Ouvrages en fer, fonte et acier	1 806	2 246	3 626	2 582	3 441
Cuivre et ouvrages en cuivre	64	87	86	504	2 468
Nickel et ouvrages en nickel	14	0	0	0	0
Aluminium et ouvrages en aluminium	564	1 895	1 062	1 901	3 786
Magnésium	0	0	0	0	0
Plomb et ouvrages en plomb	814	2 273	1 329	1 768	2 042
Zinc et ouvrages en zinc	0	3	0	0	0
Étain et ouvrages en étain	972	914	1 536	2 166	1 889
Autres métaux communs et ouvrages en.	0	0	0	0	0
Ouvrages divers en métaux communs	64	271	8	58	365
Autres	17 049	23 581	17 312	31 360	38 031
Gommes résines et autres	2 756	2 827	2 152	5 838	8 888
Matuières à tresser	89	36	0	3	1
Minerais, scorie et cendres	4 310	12 039	7 195	11 255	17 377
Poudres et explosifs	566	621	507	2 185	311
Matières plastiques et ouvrages	3 323	2 076	2 480	3 463	4 432
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	3 584	4 152	3 229	7 024	5 214
Peaux et cuirs	2 145	1 344	1 565	1 481	1 595
Pâtes de bois	0	13	0	3	0
Soie	1	0	0	0	0
Autres fibres, textiles végétales	81	3	0	0	1
Filaments synthétiques	18	10	0	0	11
Fibres synthétiques	72	82	62	78	43
Quates, feutres et nontisses	1	2	68	1	93
Tapis et autres revêtements de sol	2	1	3	0	2
Tissus spéciaux	23	28	6	0	10
Tissus imprégnés	11	8	0	0	25
Etoffe de bonneterie	11	330	0	0	0

Autres produits d'exportations	2020	2021	2022	2023	2024
	Valeur (en millions)	Valeur (en millions)	Valeur (en millions)	Valeur (en millions)	Valeur (en millions)
Machines et Véhicules	18 624	35 865	40 447	33 687	22 726
Machines, appareils et matériels	4 350	15 170	6 201	7 554	8 817
Véhicules et matériels pour voie ferrée	143	3 216	329	509	1 433
Voitures automobiles, tracteurs, cycles	11 132	14 258	32 404	21 572	11 828
Navigation aérienne ou spatiale	2 994	3 211	1 513	4 052	646
Navigation maritime ou fluviale	4	11	0	0	3
Produits chimiques et pharmaceutiques	11 796	9 215	10 273	7 694	8 139
Produits chimiques inorganiques	755	1 321	1 241	842	860
Produits chimiques organiques	125	98	68	83	442
Produits pharmaceutiques	6 179	3 841	7 142	4 649	4 563
Extraits tannants ou tinctoriaux	564	448	463	601	690
Huiles essentielles et résinoïdes	479	206	450	451	241
Savons, agents de surface organique	434	589	626	538	452
Matières albuminoïdes	91	112	25	16	12
Produits photographiques, cinématograph.	13	0	0	1	8
Produits divers des indus.chimiques	3 158	2 600	259	512	871
Divers	7 542	4 383	8 150	6 321	8 504
Papiers et cartons	1 004	1 326	1 011	791	867
Produits de l'édition, de la presse	189	123	135	168	181
Vêtements et accessoires en bonneterie	33	12	524	561	353
Autres vêtements et accessoires	37	28	70	40	183
Autres articles, textiles confectionnés	144	153	136	297	146
Chaussures, guêtres, article analogue	37	68	149	38	73
Outils et outillages	477	229	3 298	1 197	1 113
Instruments et appareils d'optique	689	677	438	1 096	3 388
Horlogerie	13	0	0	0	0
Instruments de musique	12	10	32	32	25
Armes et munitions	0	90	1	95	312
Meubles, mobiliers médico-chirurgical	3 620	1 573	2 210	1 941	1 686
Jouets, jeux, articles pour divertiss.	35	30	42	6	25
Ouvrages divers	21	21	28	38	67
Objets d'art, de collection, d'antiquité	1 228	42	77	23	74
TOTAL INSTAT	97 169	121 970	117 754	128 667	152 754
Ajustement de la Cellule sous régionale	78 854	77 032	82 248	86 820	20 624,64
TOTAL BDP	176 023	199 001	200 003	215 486	173 379

Sources : BCEAO, INSTAT

Tableau A18 : Autres produits d'importation

Produits Divers	2020	2021	2022	2023	2024
	Valeur (FOB) (en millions)	Valeur (FOB) (en millions)	Valeur (FOB) (en millions)	Valeur (FOB) (en millions)	Valeur (FOB) (en millions)
Divers	115 783	139 656	215 513	124 169	116 326
Papiers et cartons	19 407	23 848	28 724	25 011	21 659
Produits de l'édition, de la presse	1 137	1 896	925	2 641	2 246
Vêtements et accessoires en bonneterie	4 368	6 315	4 199	4 134	2 571
Autres vêtements et accessoires	2 880	3 370	2 270	2 032	2 553
Autres articles, textiles confectionnés	21 604	21 306	15 110	17 350	18 698
Chaussures, guêtres, article analogue	9 970	10 125	8 712	8 751	9 165
Coiffures et parties de coiffures	561	629	553	1 235	314
Parapluies, ombrelles, parasols	49	26	87	30	8
Plumes et duvets	340	296	210	146	232
Perles fines ou de culture	3 184	2 011	98 565	1 530	1 247
Outils et outillages	6 886	6 854	7 669	5 881	6 700
Instruments et appareils d'optique	18 020	20 979	16 707	21 776	17 532
Horlogerie	125	202	170	71	72
Instruments de musique	28	15	17	39	15
Armes et munitions	3 515	5 540	697	449	759
Meubles, mobiliers médico-chirurgical	17 149	28 689	22 184	25 362	23 707
Jouets, jeux, articles pour divertiss.	1 781	1 810	1 661	1 812	1 707
Ouvrages divers	4 707	5 683	6 937	5 873	7 085
Objets d'art, de collection, d'antiquité	70	63	115	48	56
Crayons à billes					
Effets personnels					
TOTAL INSTAT	115 783	139 656	215 513	124 169	116 326
Ajustement de la Cellule sous régionale	25 956	52 946	-9 724	95 353	33 486
TOTAL BDP	141 739	192 603	205 789	219 522	149 812

Sources : BCEAO, INSTAT

Tableau A14 : Balance des paiements du Mali de 2024 (détaillée)

En million de FCFA

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
	. Compte des transactions courantes	4 441 477	5 144 049	-702 572
1.A	. -- Biens et services	3 634 438	4 418 762	-784 324
1.A.a	. ---- Biens	3 321 348	3 328 615	-7 267
1.A.a.1	. ----- Marchandises générales, base balance des paiements	668 922	3 328 615	-2 659 693
1.A.a.1.1	. ----- Dont : Réexportations	92 070	0	92 070
1.A.a.2	. ----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	224	0	224
1.A.a.2.1	. ----- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	. ----- Biens vendus dans le cadre du négoce international	224	0	224
1.A.a.3	. ----- Or non monétaire	2 652 202	0	2 652 202
1.A.b	. ---- Services	313 090	1 090 147	-777 057
1.A.b.1	. ----- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par	0		0
1.A.b.1.1	. ----- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	. ----- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.2	. ----- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0	4 713	-4 713
1.A.b.3	. ----- Transport	25 520	748 380	-722 860
1.A.b.3.0	. ----- Pour tous les modes de transports	25 520	748 373	-722 853
1.A.b.3.0.1	. ----- Voyageurs	8 730	32 456	-23 726
1.A.3.0.1.1	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps	0	0	0
1.A.b.3.0.2	. ----- Fret	11 325	710 375	-699 050
1.A.b.3.0.3	. ----- Autres	5 465	5 542	-78
1.A.b.3.1	. ----- Transports maritimes	0	390 706	-390 706
1.A.b.3.1.1	. ----- Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs	0	0	0
1.A.b.3.1.2	. ----- Fret	0	390 706	-390 706
1.A.b.3.1.3	. ----- Autres	0	0	0
1.A.b.3.2	. ----- Transports aériens	14 833	85 539	-70 706
1.A.b.3.2.1	. ----- Voyageurs	7 103	31 826	-24 723
1.A.b.3.2.1.1	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs	0	0	0
1.A.b.3.2.2	. ----- Fret	2 265	53 278	-51 013
1.A.b.3.2.3	. ----- Autres	5 465	435	5 030
1.A.b.3.3	. ----- Autres modes de transport	10 687	272 127	-261 440
1.A.b.3.3.1	. ----- Voyageurs	1 627	630	997

En million de FCFA

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.3.3.1.1	. - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs	0	0	0
1.A.b.3.3.2	. - - - - - Fret	9 060	266 390	-257 330
1.A.b.3.3.3	. - - - - - Autres	0	5 108	-5 108
1.A.b.3.4	. - - - - - Services postaux et services de messagerie	0	7	-7
1.A.b.4	. - - - - - Voyages	103 083	88 794	14 289
1.A.b.4.1	. - - - - - À titre professionnel	54 307	53 517	790
1.A.b.4.1.1	. - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers	0	0	0
1.A.b.4.1.2	. - - - - - Autres	54 307	53 517	790
1.A.b.4.2	. - - - - - À titre personnel	48 776	35 277	13 499
1.A.b.4.2.1	. - - - - - Santé	38	6 362	-6 324
1.A.b.4.2.2	. - - - - - Éducation	11 129	7 958	3 171
1.A.b.4.2.3	. - - - - - Autres	37 609	20 957	16 652
1.A.b.4.0	. - - - - - Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre	6 510	0	6 510
1.A.b.4.0.1	. - - - - - Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	. - - - - - Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	. - - - - - Services d'hébergement	6 510	0	6 510
1.A.b.4.0.4	. - - - - - Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	. - - - - - Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	. - - - - - Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	. - - - - - Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	. - - - - - Travaux de construction	0	40 665	-40 665
1.A.b.5.1	. - - - - - Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	. - - - - - Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0	40 665	-40 665
1.A.b.6	. - - - - - Services d'assurance et de retraite	2 308	20 501	-18 194
1.A.b.6.1	. - - - - - Assurance directe	0	20 296	-20 296
1.A.b.6.2	. - - - - - Réassurance	68	93	-25
1.A.b.6.3	. - - - - - Services auxiliaires d'assurance	2 240	107	2 133
1.A.b.6.4	. - - - - - Services de retraite et de garantie standardisée	0	5	-5
1.A.b.7	. - - - - - Services financiers	27 570	23 463	4 107
1.A.b.7.1	. - - - - - Services financiers explicitement facturés et autres	8 818	17 967	-9 149
1.A.b.7.2	. - - - - - Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	18 752	5 496	13 256
1.A.b.8	. - - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs			0
1.A.b.9	. - - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	104 390	66 364	38 026
1.A.b.9.1	. - - - - - Services de télécommunications	104 390	55 355	49 035

En million de FCFA

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.9.2	. - - - - - Services d'informatique	0	9 554	-9 554
1.A.b.9.3	. - - - - - Services d'information	0	1 455	-1 455
1.A.b.10	. - - - - - Autres services aux entreprises	1 627	96 958	-95 332
1.A.b.10.1	. - - - - - Services de recherche-développement	0	0	0
1.A.b.10.2	. - - - - - Services spécialisés et services de conseil en gestion	70	53 111	-53 042
1.A.b.10.3	. - - - - - Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	1 557	43 847	-42 290
1.A.b.11	. - - - - - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	202	0	202
1.A.b.11.1	. - - - - - Services audio-visuels et connexes	175	0	175
1.A.b.11.2	. - - - - - Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	27	0	27
1.A.b.12	. - - - - - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	48 391	307	48 084
1.A.b.0.1	. - - - - - Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	. - - Revenu primaire	126 775	579 581	-452 806
1.B.1	. - - - Rémunération des salariés	46 577	34 792	11 785
1.B.2	. - - - Revenus des investissements	76 328	538 429	-462 101
1.B.2.1	. - - - - Investissements directs	20 901	367 509	-346 608
1.B.2.1.1	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	20 639	366 423	-345 784
1.B.2.1.1.1	. - - - - - Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	5 229	188 803	-183 574
1.B.2.1.1.1.1	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	4 757	188 803	-184 046
1.B.2.1.1.1.2	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à re-bours)	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	471	0	471
1.B.2.1.1.1.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident			0
1.B.2.1.1.1.3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	. - - - - - Bénéfices réinvestis	15 410	177 619	-162 209
1.B.2.1.1.2.1	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement			0
1.B.2.1.1.2.1.1	. - - - - - Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement			0
1.B.2.1.2	. - - - - - Intérêts	262	1 086	-824
1.B.2.1.2.1	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0	141	-141

En million de FCFA

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.2.2	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à re-bours)	0	291	-291
1.B.2.1.2.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	262	654	-392
1.B.2.1.2.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident			0
1.B.2.1.2.3.2	. - - - - - si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident			0
1.B.2.1.2.3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0
1.B.2.1.2M	. - - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés			0
1.B.2.2	. - - - - - Investissements de portefeuille	48 897	104 446	-55 549
1.B.2.2.1	. - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fon	416	877	-461
1.B.2.2.1.1	. - - - - - Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de	382	877	-495
1.B.2.2.1.2	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts	34	0	34
1.B.2.2.1.2.1	. - - - - - Dividendes	34	0	34
1.B.2.2.1.2.2	. - - - - - Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	. - - - - - Intérêts	48 481	103 569	-55 088
1.B.2.2.2.1	. - - - - - À court terme	8 401	8 146	255
1.B.2.2.2.2	. - - - - - À long terme	40 080	95 423	-55 343
1.B.2.3	. - - - - - Autres investissements	6 530	66 474	-59 944
1.B.2.3.1	. - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	. - - - - - Intérêts	6 530	66 474	-59 944
1.B.2.3.2M	. - - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière	0	0	0
1.B.2.3.3	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats	0	0	0
1.B.2.4	. - - - - - Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	. - - - - - Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	. - - - - - Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	. - - - - - Autre revenu primaire	3 870	6 360	-2 490
1.B.3.1	. - - - - - Taxes sur la production et importations	0	0	0
1.B.3.2	. - - - - - Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	. - - - - - Loyers	3 870	6 360	-2 490
1.C	. - - - - - Revenu secondaire	680 264	145 706	534 558
1.C.1	. - - - - - Administrations publiques	29 758	3 283	26 475
1.C.1.1	. - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0

En million de FCFA

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.1.1.1	. - - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres	0	0	0
1.C.1.2	. - - - - - Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.2.1	. - - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres	0	0	0
1.C.1.3	. - - - - - Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	. - - - - - Coopération internationale courante	29 758	3 283	26 475
1.C.1.5	. - - - - - Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	. - - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	650 506	142 423	508 083
1.C.2.1	. - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et n	601 567	126 548	475 020
1.C.2.1.1	. - - - - - Envois de fonds des travailleurs	601 567	126 548	475 020
1.C.2.2	. - - - - - Autres transferts courants	48 939	15 875	33 063
1.C.2.0.1	. - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	420	0	420
1.C.2.0.2	. - - - - - Cotisations sociales	258	5 916	-5 658
1.C.2.0.3	. - - - - - Prestations sociales	0	72	-72
1.C.2.0.4	. - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	579	3 783	-3 204
1.C.2.0.5	. - - - - - Indemnités d'assurance dommage	901	0	901
1.C.2.0.6	. - - - - - Coopération internationale courante	18	21	-3
1.C.2.0.7	. - - - - - Transferts courants divers	46 762	6 083	40 679
1.C.2.0.7.1	. - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	. - - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
	. Compte de capital	136 877	5 453	131 424
2.1 1.1	. - - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	80 001	4 718	75 282
2.2	. - - Transferts de capital	56 876	734	56 142
2.2.1.1	. - - - - Administration publique	16 528	0	16 528
2.2.1.1	. - - - - Remises de dette	5 305	0	5 305
2.2.1.2	. - - - - Autres transferts de capital	11 223	0	11 223
2.2.1.2.1	. - - - - - dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2.1	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	40 348	734	39 614
2.2.2.1	. - - - - Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	. - - - - Autres transferts de capital	40 348	734	39 614
2.2.2.2.1	. - - - - - dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	. - - - - - dont : entre ménages	0	0	0
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	4 578 353	5 149 501	-571 148
	. Compte financier	-245 567	314 486	-560 053

En million de FCFA

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-245 567	314 486	-560 053
3.1.1.1	. -- Investissement direct	47 341	558 470	-511 129
3.1.1.1	. ---- Titres de participation et parts de fonds de placement	44 667	385 368	-340 701
3.1.1.1	. ----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	29 257	207 749	-178 491
3.1.1.1.1	. ----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	29 213	203 590	-174 376
3.1.1.1.2	. ----- Entreprises d'investissement (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.1.1.3	. ----- Entre entreprises soeurs	44	4 159	-4 115
3.1.1.1.3.1	. ----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	. ----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	. ----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	. ----- Réinvestissement des bénéfices	15 410	177 619	-162 209
3.1.1.0.1	. ----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	. ----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.1.3	. ---- Instruments de dette	2 674	173 103	-170 429
3.1.2.1	. ----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement di	374	168 032	-167 658
3.1.2.2	. ----- Créances des entreprises (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.3	. ----- Entre entreprises soeurs	2 300	5 071	-2 771
3.1.2.3.1	. ----- si le contrôle ultime est détenu par un résiden	0	0	0
3.1.2.3.2	. ----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	. ----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	. ----- Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	. ----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement	0	0	0
3.1.2.0.2	. ----- Créances des entrepris (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	. ----- Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	. ----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	. ----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	. ----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2.1.1	. -- Investissements de portefeuille	-62 438	-20 626	-41 812
3.2.1.1	. ---- Titres de participation et parts de fonds de placement	-1 796	-478	-1 318
3.2.1.1	. ----- Banque centrale	0	0	0

En million de FCFA

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.1.3	. - - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-1 874	-229	-1 645
3.2.1.4	. - - - - - Autres secteurs	78	-249	327
3.2.1.4.1	. - - - - - - - Autres sociétés financières	0	26	-26
3.2.1.4.2	. - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	78	-275	353
3.2.1.0.1	. - - - - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	. - - - - - - - - Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	. - - - - - - - - Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	. - - - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	. - - - - - - - - Réinvestissement des bénéfices	0	0	0
3.2.1.0.2.2	. - - - - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2.1	. - - - - Titres de créance	-60 642	-20 148	-40 494
3.2.2.1	. - - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	. - - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	. - - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	. - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.1.1.9.1	. - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.1.1.9.2	. - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.2	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-62 798	-49 283	-13 515
3.2.2.2.1	. - - - - - - À court terme	42 693	0	42 693
3.2.2.2.2	. - - - - - - À long terme	-105 491	-49 283	-56 208
3.2.2.3	. - - - - - Administrations publiques	0	29 428	-29 428
3.2.2.3.1	. - - - - - - À court terme	0	30 225	-30 225
3.2.2.3.2	. - - - - - - À long terme	0	-797	797
3.2.2.4	. - - - - - Autres secteurs	2 156	-293	2 449
3.2.2.4.0.1	. - - - - - - - À court terme	805	-293	1 098
3.2.2.4.0.2	. - - - - - - - À long terme	1 351	0	1 351
3.2.3.1	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des	0	0	0
3.2.3.1	. - - - Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.3.2	. - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.3.3	. - - - Administrations publiques	0	0	0
3.3.4.4	. - - - - Autres secteurs	0	0	0
3.4.1.1	. - - Autres investissements	-58 786	-223 358	164 572
3.4.1.1	. - - - - Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2.1	. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-36 721	-6 836	-29 885

En million de FCFA

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.2.1	. - - - - - Banque centrale	0	-1 561	1 561
3.4.2.1.1	. - - - - - À court terme	0	-1 561	1 561
3.4.2.1.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.2	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	16 843	-5 275	22 118
3.4.2.2.0.1	. - - - - - Dont: positions interbancaires			0
3.4.2.2.1	. - - - - - À court terme	16 843	-5 275	22 118
3.4.2.2.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.3	. - - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.4	. - - - - - Autres secteurs	-53 564	0	-53 564
3.4.2.4.0.1	. - - - - - À court terme	-10 299	0	-10 299
3.4.2.4.0.2	. - - - - - À long terme	-43 265	0	-43 265
3.4.2.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.2.4.1.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.4.1.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-53 564	0	-53 564
3.4.2.4.2.1	. - - - - - À court terme	-10 299	0	-10 299
3.4.2.4.2.2	. - - - - - À long terme	-43 265	0	-43 265
3.4.3.1	. - - - - Prêts	62 696	-157 510	220 206
3.4.3.1	. - - - - Banque centrale	0	-28 883	28 883
3.4.3.1.1	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	-28 883	28 883
3.4.3.1.2	. - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	. - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	. - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	. - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	62 696	-150 888	213 584
3.4.3.2.1	. - - - - - À court terme	62 696	-144 664	207 360
3.4.3.2.2	. - - - - - À long terme	0	-6 224	6 224
3.4.3.3	. - - - - - Administrations publiques	0	-75 729	75 729
3.4.3.3.1	. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0

En million de FCFA

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.3.2	. - - - - - Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	. - - - - - Autres à long terme	0	-75 729	75 729
3.4.3.4	. - - - - - Autres secteurs	0	97 990	-97 990
3.4.3.4.0.1	. - - - - - À court terme	0	-4 764	4 764
3.4.3.4.0.2	. - - - - - À long terme	0	102 754	-102 754
3.4.3.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	0	-3 326	3 326
3.4.3.4.1.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	. - - - - - À long terme	0	-3 326	3 326
3.4.3.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	101 316	-101 316
3.4.3.4.2.1	. - - - - - À court terme	0	-4 764	4 764
3.4.3.4.2.2	. - - - - - À long terme	0	106 080	-106 080
3.4.4.1	. - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0	0	0
3.4.4.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	. - - - - Autres secteurs	0	0	0
3.4.5.1.9.2	. - - - - Crédits commerciaux et avances	-46 483	150 977	-197 460
3.4.5.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.4.5.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.4	. - - - - Autres secteurs	-46 483	150 977	-197 460
3.4.5.4.0.1	. - - - - À court terme	-1 243	90 146	-91 389
3.4.5.4.0.2	. - - - - À long terme	-45 240	60 831	-106 071
3.4.5.4.1	. - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.5.4.1.1	. - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.4.1.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-46 483	150 977	-197 460
3.4.5.4.2.1	. - - - - À court terme	-1 243	90 146	-91 389
3.4.5.4.2.2	. - - - - À long terme	-45 240	60 831	-106 071
3.4.6.1	. - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	-38 278	-209 990	171 712
3.4.6.1	. - - - - Banque centrale	0	-267 749	267 749
3.4.6.1.1	. - - - - À court terme	0	-267 749	267 749
3.4.6.1.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	1 221	811	410
3.4.6.2.1	. - - - - À court terme	1 221	811	410

En million de FCFA

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.6.2.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.3	. - - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.4	. - - - - - Autres secteurs	-39 499	56 948	-96 447
3.4.6.4.0.1	. - - - - - À court terme	-23 257	30 259	-53 516
3.4.6.4.0.2	. - - - - - À long terme	-16 242	26 689	-42 931
3.4.6.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.6.4.1.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-39 499	56 948	-96 447
3.4.6.4.2.1	. - - - - - À court terme	-23 257	30 259	-53 516
3.4.6.4.2.2	. - - - - - À long terme	-16 242	26 689	-42 931
3.4.7.1	. - - - - Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.5.1.1	. - - Avoirs de réserve	-171 684	0	-171 684
3.5.1.1	. - - - Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	. - - - - Or métal	0	0	0
3.5.1.2	. - - - - Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.6.5	. - - - Droits de tirage spéciaux	-28 812	0	-28 812
3.5.6.6	. - - - Position de réserve au FMI	3 299	0	3 299
3.5.4.1	. - - - - Autres avoirs de réserve	-146 171	0	-146 171
3.5.4.1	. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-146 171	0	-146 171
3.5.4.1.1	. - - - - - Créances sur les autorités monétaires	891	0	891
3.5.4.1.2	. - - - - - Créances sur d'autres entités	-147 062	0	-147 062
3.5.4.2	. - - - - Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	. - - - - - Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	. - - - - Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	. - - - - Autres créances	0	0	0
6.1	. Erreurs et omissions nettes	-4 823 920	-4 835 015	11 095

Source : BCEAO

Tableau A15 : Balance des paiements MBP6 Optique BCEAO - MALI

En million de FCFA

Code SDMX	Nom du poste	2020	2021	2022	2023	2024
1_B_N_N_E	Compte des transactions courantes	-218,5	-814,3	-920,3	-976,8	-702,6
	Crédit	4 059,4	4 068,6	4 777,3	4 748,5	4 441,5
	Débit	4 278,0	4 882,9	5 697,6	5 725,2	5 144,0
1_B_N_N_E	Biens et services	-658,2	-1 228,4	-1 301,5	-1 174,2	-784,3
	Crédit	2 990,5	2 983,9	3 652,1	3 718,1	3 634,4
	Débit	3 648,7	4 212,4	4 953,7	4 892,4	4 418,8
1_B_N_N_E	Biens	290,1	-169,2	-134,7	-45,3	-7,3
	Crédit	2 759,4	2 693,8	3 353,6	3 430,1	3 321,3
	Débit	2 469,3	2 863,1	3 488,3	3 475,4	3 328,6
1_B_N_N_E	Marchandises générales, base balance des paiements	-1 972,8	-2 298,6	-2 742,9	-2 766,8	-2 659,7
	Crédit	496,5	564,5	627,3	640,4	668,9
	Débit	2 469,3	2 863,1	3 370,2	3 407,2	3 328,6
1_B_N_N_E	Dont : Réexportations	44,5	40,5	36,8	84,1	92,1
	Crédit	44,5	40,5	36,8	84,1	92,1
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Or non monétaire	2 262,9	2 129,4	2 608,2	2 721,5	2 652,2
	Crédit	2 262,9	2 129,4	2 726,3	2 789,7	2 652,2
	Débit	0,0	0,0	118,1	68,2	0,0
1_B_N_N_E	Services	-948,3	-1 059,2	-1 166,8	-1 128,9	-777,1
	Crédit	231,1	290,1	298,5	288,0	313,1
	Débit	1 179,4	1 349,3	1 465,3	1 417,0	1 090,1
1_B_N_N_E	Transport	-475,2	-655,4	-769,5	-768,1	-722,9
	Crédit	2,5	5,0	16,9	18,3	25,5
	Débit	477,7	660,5	786,5	786,4	748,4
1_B_N_N_E	Dont fret	-455,1	-610,3	-729,9	-731,7	-699,0
	Crédit	0,6	0,8	10,6	10,0	11,3
	Débit	455,6	611,0	740,5	741,7	710,4
1_B_N_N_E	Voyages	-25,2	14,7	4,9	11,3	14,3
	Crédit	46,9	105,5	88,8	98,1	103,1
	Débit	72,0	90,8	83,9	86,8	88,8
1_B_N_N_E	Autres services	-448,0	-418,4	-401,6	-372,1	-63,8
	Crédit	181,7	179,6	189,3	171,6	184,5
	Débit	629,7	598,0	590,9	543,7	248,3
1_B_N_AL_E	Revenu primaire	-425,2	-456,5	-488,1	-561,2	-452,8

En million de FCFA

Code SDMX	Nom du poste	2020	2021	2022	2023	2024
	Crédit	88,9	93,1	127,8	120,9	126,8
	Débit	514,1	549,6	615,8	682,0	579,6
1_B_N_AL_E	Rémunération des salariés	14,7	16,7	19,7	15,9	11,8
	Crédit	39,0	41,3	50,8	50,5	46,6
	Débit	24,3	24,6	31,1	34,6	34,8
3_B_N_AL_E	Revenus des investissements	-443,8	-477,1	-511,7	-574,5	-462,1
	Crédit	46,0	47,9	73,1	66,5	76,3
	Débit	489,8	525,0	584,8	641,0	538,4
1_B_N_AL_E	Autre revenu primaire	3,9	3,9	3,9	-2,6	
	Crédit	3,9	3,9	3,9	3,9	
	Débit	0,0	0,0	0,0	6,4	
2_B_AL_AL_E	Revenu secondaire	864,9	870,6	869,3	758,6	534,6
	Crédit	980,1	991,5	997,4	909,5	680,3
	Débit	115,2	121,0	128,1	150,8	145,7
2_B_GG_AL_E	Administrations publiques	372,8	336,3	304,9	257,7	26,5
	Crédit	385,6	347,2	308,9	265,1	29,8
	Débit	12,8	10,9	4,0	7,3	3,3
2_B_GG_AL_E	Coopération internationale courante	372,8	336,3	304,9	257,7	26,5
	Crédit	385,6	347,2	308,9	265,1	29,8
	Débit	12,8	10,9	4,0	7,3	3,3
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	492,1	534,3	564,4	500,9	508,1
	Crédit	594,5	644,3	688,4	644,4	650,5
	Débit	102,4	110,0	124,1	143,5	142,4
2_B_OS_AL_E	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	441,1	480,4	526,9	454,2	475,0
	Crédit	535,0	586,1	639,7	583,5	601,6
	Débit	93,9	105,7	112,8	129,2	126,5
2_B_OS_AL_E	Envois de fonds des travailleurs	441,1	480,4	526,9	454,2	475,0
	Crédit	535,0	586,1	639,7	583,5	601,6
	Débit	93,9	105,7	112,8	129,2	126,5
2_B_OS_AL_E	Autres transferts courants	51,0	53,9	37,5	46,6	33,1
	Crédit	59,5	58,2	48,7	60,9	48,9
	Débit	8,5	4,3	11,3	14,3	15,9
2_B_AL_AL_E	Compte de capital	126,5	76,6	77,3	64,8	131,4
	Crédit	129,9	78,9	80,0	70,5	136,9
	Débit	3,4	2,3	2,8	5,7	5,5
2_B_AL_AL_E	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	-2,7	-1,9	-2,1	-4,9	75,3

En million de FCFA

Code SDMX	Nom du poste	2020	2021	2022	2023	2024
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	80,0
	Débit	2,7	1,9	2,1	4,9	4,7
2_B_AL_AL_E	Transferts de capital	129,2	78,5	79,4	69,7	56,1
	Crédit	129,8	78,9	80,0	70,5	56,9
	Débit	0,7	0,4	0,7	0,8	0,7
2_B_GG_AL_E	Administration publique	97,8	57,2	47,8	46,3	16,5
	Crédit	97,8	57,2	47,9	46,3	16,5
	Débit	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
2_B_GG_AL_E	Remises de dette	20,0	8,2	9,3	5,2	5,3
	Crédit	20,0	8,2	9,3	5,2	5,3
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_GG_AL_E	Autres transferts de capital	77,8	49,0	38,6	41,1	11,2
	Crédit	77,8	49,0	38,7	41,1	11,2
	Débit	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	31,4	21,4	31,6	23,4	39,6
	Crédit	32,0	21,7	32,1	24,2	40,3
	Débit	0,7	0,4	0,6	0,8	0,7
2_B_OS_AL_E	Remises de dette	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0
	Crédit	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_OS_AL_E	Autres transferts de capital	31,4	20,8	31,6	23,4	39,6
	Crédit	32,0	21,1	32,1	24,2	40,3
	Débit	0,7	0,4	0,6	0,8	0,7
B_B_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	-92,1	-742,7	-843,0	-912,0	-571,1
4_N_AL_AL_E	Compte financier	-510,3	-657,9	-401,3	-368,7	-907,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	65,2	120,8	122,1	75,9	-90,0
	Augmentation nette de passifs	575,5	778,7	523,4	444,6	817,5
4_N_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-59,5	-715,7	-864,1	-924,0	-560,1
4_N_AL_AL_E	Investissement direct	-308,3	-323,9	-419,1	-408,2	-511,1
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,7	31,0	27,2	18,0	47,3
	Augmentation nette de passifs	309,0	354,9	446,3	426,2	558,5
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	-469,0	-272,3	-290,7	-305,5	-340,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,6	26,6	27,0	18,2	44,7
	Augmentation nette de passifs	469,6	298,9	317,7	323,7	385,4

En million de FCFA

Code SDMX	Nom du poste	2020	2021	2022	2023	2024
4_N_AL_AL_E	Instruments de dette	160,6	-51,6	-128,3	-102,7	-170,4
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,1	4,4	0,2	-0,2	2,7
	Augmentation nette de passifs	-160,6	56,0	128,5	102,4	173,1
4_N_AL_AL_E	Investissements de portefeuille	-191,2	-392,9	-121,7	-108,9	-26,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	4,2	2,6	0,1	2,2
	Augmentation nette de passifs	191,2	397,2	124,3	108,9	28,9
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	0,2	0,8	5,2	0,0	0,3
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,1	3,3	2,7	0,1	0,1
	Augmentation nette de passifs	-0,1	2,5	-2,5	0,1	-0,2
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,2	0,8	5,2	0,0	0,3
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,1	3,3	2,7	0,1	0,1
	Augmentation nette de passifs	-0,1	2,5	-2,5	0,1	-0,2
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,2	0,2	0,0	0,1	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,2	0,0	0,1	0,0
	Augmentation nette de passifs	-0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,6	5,2	-0,1	0,3
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,1	3,1	2,7	0,0	0,1
	Augmentation nette de passifs	0,1	2,5	-2,5	0,1	-0,3
4_N_AL_AL_E	Titres de créance	-27,4	-319,1	37,5	-96,6	-40,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	185,5	87,6	205,7	-38,9	-60,6
	Augmentation nette de passifs	212,9	406,7	168,1	57,7	-20,1
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-186,3	-393,7	-123,2	-108,9	-29,4
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	186,3	394,7	123,2	108,9	-29,4
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-192,6	2,4	-3,7	0,0	2,4
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,9	-0,1	0,0	2,2
	Augmentation nette de passifs	192,6	-1,4	3,6	0,0	-0,3
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-5,2	0,9	-4,1	0,0	2,2
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,2	0,9	0,0	0,0	2,2
	Augmentation nette de passifs	5,0	0,0	4,1	0,0	0,0
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	1,4	0,3	0,0	-0,3
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	-1,4	-0,4	0,0	-0,3

En million de FCFA

Code SDMX	Nom du poste	2020	2021	2022	2023	2024
4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Autres investissements	52,8	-385,7	139,5	148,3	-369,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	75,6	75,3	92,3	57,9	-139,5
	Augmentation nette de passifs	22,8	461,0	-47,2	-90,4	230,2
4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Autres titres de créances	-10,8	-119,5	139,5	148,3	-369,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	64,6	42,4	92,3	57,9	-139,5
	Augmentation nette de passifs	75,3	161,9	-47,2	-90,4	230,2
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-51,2	-10,2	70,9	16,5	75,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	51,2	10,2	-70,9	-16,5	-75,7
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	40,4	-35,1	68,6	131,8	-445,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	64,6	0,0	92,3	57,9	-139,5
	Augmentation nette de passifs	24,1	35,1	23,7	-73,9	305,9
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,2	8,3	-0,3	-9,8	3,3
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	1,5	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	-0,2	-8,2	1,7	9,8	-3,3
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	40,2	-43,4	68,8	141,6	-448,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	64,5	0,0	90,8	57,9	-139,5
	Augmentation nette de passifs	24,3	43,4	22,0	-83,7	309,2
5_N_AL_AL_E	Erreurs et omissions nettes	32,5	22,1	-17,4	-12,0	11,1
	Crédit	-3704,7	-3634,7	-5223,8	-4983,0	-4823,9
	Débit	-3737,2	-3656,7	-5206,4	-4971,0	-4835,0
0_N_N_N_E	Solde global	450,8	-57,8	-459,1	-555,3	347,5
	Crédit	419,4	392,0	-488,6	-240,0	-155,6
	Débit	-31,3	449,8	-29,5	315,3	-503,1
	Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-450,8	57,8	462,7	554,4	-347,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	-419,4	-392,0	485,5	240,0	155,6
	Augmentation nette de passifs	31,3	-449,8	22,8	-315,3	503,1
4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-193,6	-43,2	516,7	318,3	-126,5

En million de FCFA

Code SDMX	Nom du poste	2020	2021	2022	2023	2024
	Acquisition nette d'actifs financiers	-223,0	-316,1	578,5	177,8	171,7
	Augmentation nette de passifs	-29,4	-272,9	61,8	-140,5	298,2
4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-257,2	101,0	-54,0	236,1	-221,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	-196,5	-75,9	-93,0	75,4	-16,1
	Augmentation nette de passifs	60,7	-176,9	-39,0	-160,7	204,9

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int